

L'emploi salarié du secteur privé
en Loir-et-Cher
1985 - 1998

Éléments d'analyse

Mai 2000

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
PREMIÈRE PARTIE : LES DYNAMIQUES SECTORIELLES	5
I. Près de 116 000 emplois en Loir-et-Cher au 1/1/1998	5
II. 72 000 emplois salariés du secteur privé au 31/12/1998	7
1. Structure de l'emploi salarié par grands secteurs	7
2. Des établissements industriels plus grands en Loir-et-Cher	9
3. L'élévation des qualifications	9
III. La dynamique des secteurs	11
1. Recul de l'emploi dans l'industrie, forte croissance dans les services	11
2. Une année noire en Loir-et-Cher : 1992	12
3. Des activités se développent, d'autres tendent à disparaître	13
3.1. Evolution comparée entre le Loir-et-Cher et la France	14
3.2. Les évolutions des branches industrielles en Loir-et-Cher	15
3.2.1. L'automobile est en pointe	15
3.2.2. Des industries dynamiques en terme économique ne créent plus d'emplois	16
3.2.3. Des industries globalement stables ou sans évolution marquée	17
3.2.4. Des industries en déclin ou qui ont disparu	18
3.3. Les évolutions des branches de la construction en Loir-et-Cher	19
3.3.1. Peu d'activités porteuses	19
3.3.2. Quelques branches dynamiques ne créent plus d'emplois	19
3.3.3. Des activités globalement stables	19
3.3.4. Un déclin très sensible dans quatre branches	19
3.4. Les évolutions des branches du commerce en Loir-et-Cher	20
3.4.1. L'envolée du grand commerce	20
3.4.2. Stabilité des effectifs dans de nombreuses activités commerciales	20
3.4.3. Un contingent assez important d'activités en repli	21
3.5. Les évolutions des branches des services en Loir-et-Cher	21
3.5.1. L'explosion des services aux entreprises et du domaine social	21
3.5.2. Des branches fortes qui ne créent plus d'emplois	23

3.5.3. Bon nombre d'activités de services sans évolution marquée	24
3.5.4. Quelques branches en régression	24
3.6. Quelques activités non classées	24
4. Synthèse : une approche prospective	25
Conclusion : vitalité de l'industrie, bonnes perspectives pour les services	27

DEUXIEME PARTIE : LES DYNAMIQUES TERRITORIALES 29

IV. La concentration des emplois 29

V. Les spécificités par pays 31

VI. L'évolution de l'emploi dans les cantons 32

1. De grandes disparités 32

2. L'impact des mutations sectorielles 33

3. Mise en perspective des dynamiques des territoires 36

4. Synthèse de la dynamique des territoires 37

INTRODUCTION

L'emploi est au centre des préoccupations des politiques publiques, nationales ou locales. Il a supplanté la notion de travail au fil des mutations qui ont marqué ce 20ème siècle, substituant à la relation antérieure entre l'homme et la matière un binôme homme/poste de travail. Il est ainsi devenu un indicateur essentiel de l'activité économique et sociale, mais son dénombrement est devenu de plus en plus complexe avec la multiplication des contrats " atypiques " (intérim, CDD, contrats aidés, etc.).

L'objectif de cette étude est d'apporter un éclairage sur ce domaine sensible, de dresser un constat dynamique de l'évolution de l'emploi salarié en Loir-et-Cher dans la période récente (1985-1998) en faisant ressortir les branches en expansion et celles en déclin. Elle tentera de rapprocher les mouvements en terme d'emplois des évolutions en terme d'acti-

tivité et d'appréhender les dynamiques territoriales.

Après avoir présenté l'évolution de l'emploi total et fait ressortir les caractéristiques du Loir-et-Cher par rapport à ses voisins de la région Centre et à l'ensemble du pays, l'analyse approfondie portera sur l'emploi salarié privé pour lequel les données dont nous disposons sont les plus complètes et les plus détaillées. L'agriculture est exclue de cette première étude, en raison de la comptabilisation spécifique dont elle fait l'objet. Son analyse sera effectuée dans un second temps.

1 Les sources utilisées

- INSEE : estimations annuelles d'emploi (12/89 - 12/97) dans le Centre, par département de la région et pour la France ;
- UNEDIC : emploi salarié privé par activité et par commune en Loir-et-Cher, ensemble de la région et France (12/85 - 12/98) ;
Au 31/12/97, le champ Unedic couvre 73 % du total des salariés hors agriculture, dont 95,9 % pour l'industrie, 98 % pour la construction, 99 % pour le commerce et 52,3 % pour les services ;
- INSEE : emploi salarié d'entreprise (établissements de plus de 20 salariés) par profession et catégorie socioprofessionnelle en 1991 et 1995 en région Centre ;
- DDTEFP : emploi salarié d'entreprise (établissements de plus de 20 salariés) par profession et catégorie socioprofessionnelle en 1998 en Loir-et-Cher.

PREMIERE PARTIE

LES DYNAMIQUES SECTORIELLES

I. PRÈS DE 116 000 EMPLOIS EN LOIR-ET-CHER AU 1/1/1998

L'INSEE effectue une estimation de l'emploi total chaque année en recoupant différentes sources : UNEDIC², DADS³, emplois publics, emplois agricoles.

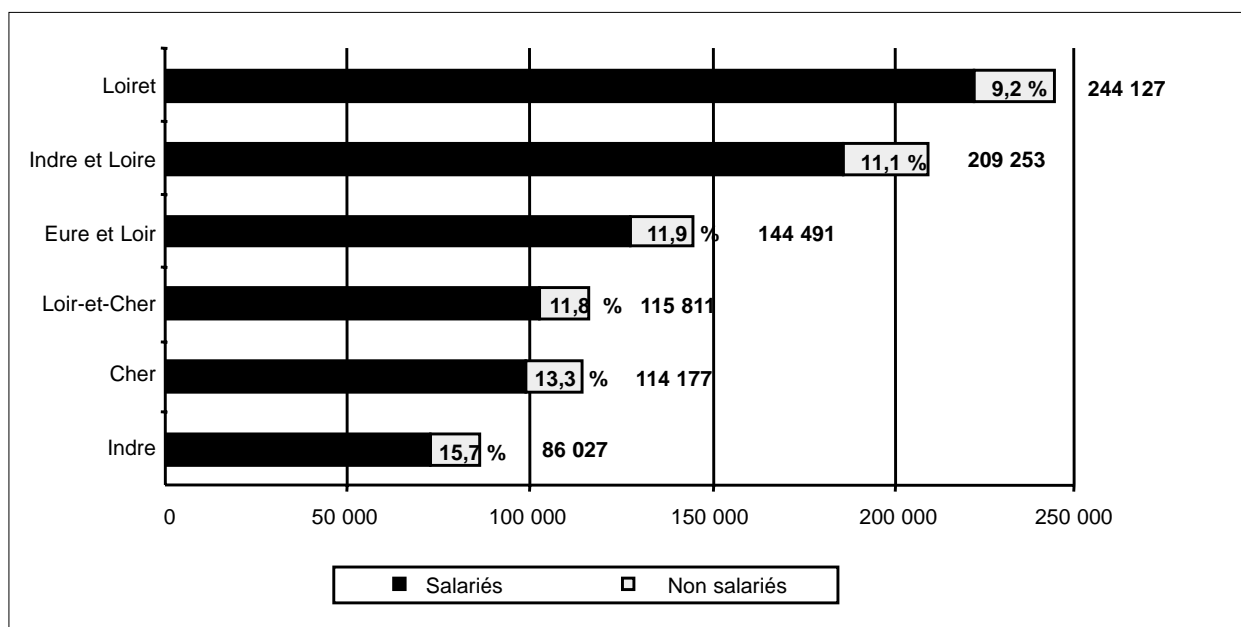
Au 1er janvier 1998, le Loir-et-Cher compterait ainsi 115 811 emplois, ce qui le place au quatrième rang des départements du Centre, en conformité avec son classement en terme de population au dernier recensement.

La part des emplois non salariés est

légèrement supérieure à la moyenne régionale, 11,8 % contre 11,5 %, celle-ci étant tirée vers le bas par l'Indre-et-Loire et le Loiret (dans ce dernier, elle est inférieure à 10 %).

En fait, le Loir-et-Cher affiche la plus faible proportion après ces deux départements. Pour l'ensemble de la France, les non-salariés représentent 11,1 % du total des emplois.

Emploi total en Région Centre par département au 1/1/1998



D'après source : INSEE

2 Le champ couvert par la statistique du régime d'assurance chômage des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, hormis le secteur agricole et para-agricole.

3 Le champ des Déclarations Annuelles de Données Sociales comprend l'ensemble des salariés des établissements de l'industrie, du commerce et des services dans les secteurs privés et semi-public ainsi que les agents de la fonction publique hospitalière.

Evolution de l'emploi total entre 1989 et 1997

En %

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	Centre	France
Salariés	- 3,0	+ 2,0	+ 0,2	+ 3,7	+ 0,7	+ 6,5	+ 2,6	+ 3,2
Non salariés	- 16,3	- 13,8	- 21,9	- 16,1	- 28,6	- 13,5	- 17,9	- 15,9
Total	- 5,0	- 0,2	- 4,0	+ 1,0	- 3,9	+ 4,3	- 0,3	+0,7

D'après source : INSEE

Entre 1989 et 1997, l'emploi a légèrement augmenté au niveau national (+ 0,7 %), mais s'est quelque peu contracté en région Centre (- 0,3 %). Deux départements seulement ont connu une évolution positive, le Loiret (+ 4,3 %) et l'Indre-et-Loire (+ 1 %). Les réductions s'échelonnent de - 0,2 % en Eure-et-Loir à - 5 % dans le Cher. **Le Loir-et-Cher a quant à lui perdu 3,9 %**. Ces mouvements sont imputables à la forte réduction des emplois non salarié notamment dans notre département : - 28,6 % (baisse de 17,9 % dans le Centre), correspondant à une perte d'environ 5 900 emplois, dont plus de 3 300 dans l'agriculture. En revanche, à l'exception du Cher, le nombre des emplois salariés a progressé partout au cours de la période.

La spécialisation

de l'économie départementale.

La répartition de l'emploi total par grand secteur d'activité laisse apparaître des

écarts importants entre la structure départementale et celles de la région ou de la France.

Répartition de l'emploi total par grand secteur d'activités au 01/01/99

	Loir-et-Cher	Centre	France
Agriculture	7,3	5,6	4,4
Industrie	25,1	22,8	18,8
Construction	7,1	6,5	6,1
Commerce	11,5	12,5	13,4
Services	48,9	52,6	57,3

D'après source : INSEE

En %

On peut mieux appréhender encore ces écarts par l'intermédiaire d'un indice de spécificité égal à la part de l'emploi d'une activité X en Loir-et-Cher divisée par la part de cette activité dans le département Y, en région Centre ou en France. Plus l'indice est supérieur à 100, plus la spécificité est élevée.

Indice de spécificité du Loir-et-Cher par grand secteur d'activités au 1/1/1998 par rapport aux départements du Centre et à la France

	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loiret	Centre	France
Agriculture	106,8	142,3	83,4	146,1	191,2	130,9	165,6
Industrie	107,5	89,3	115,2	137,8	111	110,1	133,5
Construction	120,6	107,8	108,9	106,3	111,2	108,8	115,6
Tertiaire	94,6	100,5	96,1	86,3	90	92,9	85,6

D'après source : INSEE

Le Loir-et-Cher présente une spécificité générale en région Centre dans le domaine de la construction : les emplois y sont proportionnellement plus nombreux que dans tous les départements et qu'en moyenne nationale ; les écarts les plus significatifs sont avec le Cher et le Loiret.

La part des emplois agricoles reste forte ; l'Indre est le seul à disposer d'une spécificité plus élevée. L'écart avec le Loiret est particulièrement important.

De même, la tradition industrielle du Loir-et-Cher ressort clairement ; le poids de ce secteur est très nettement supérieur à celui observé dans l'ensemble du pays et le place en deuxième position derrière l'Eure-et-Loir. A l'inverse, le tertiaire accuse un certain retard (sauf par rapport à l'Eure-et-Loir) ; la part des emplois de ce secteur est inférieure de 7 points à la moyenne régionale et de 15 points à la moyenne nationale.

II. 72 300 EMPLOIS SALARIÉS DU SECTEUR PRIVÉ AU 31/12/1998

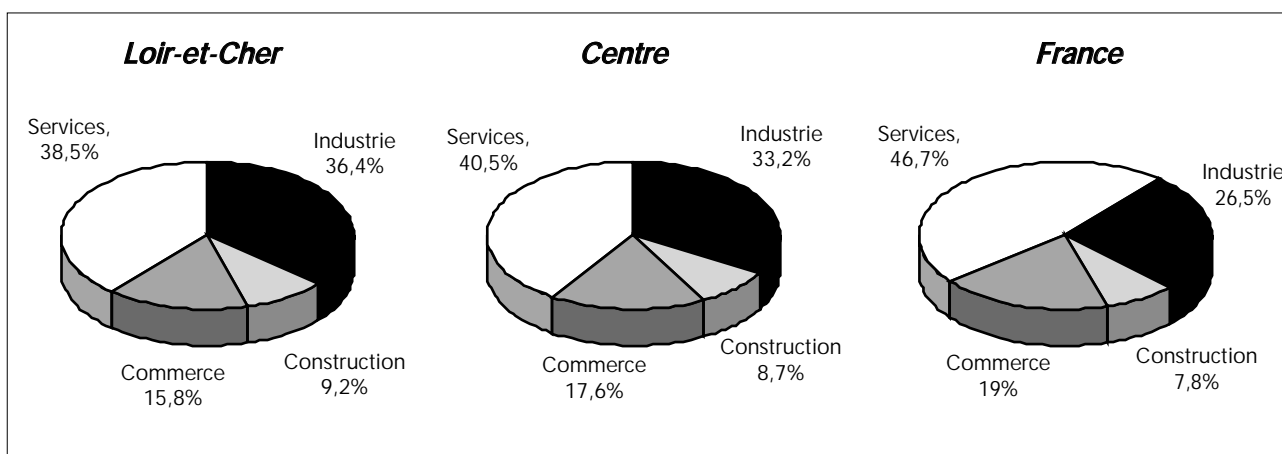
Au 31 décembre 1998, le Loir-et-Cher compte 72 299 salariés dans les établissements non agricoles relevant de l'UNEDIC ; on en recense à la même date 571 260 dans le Centre et 14 315 417 en France.

Ils représentent un peu plus de 70 % de la totalité des salariés, la différence étant constituée pour l'essentiel par les emplois des trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales, établissements hospitaliers).

1. Structure de l'emploi salarié par grand secteur d'activités

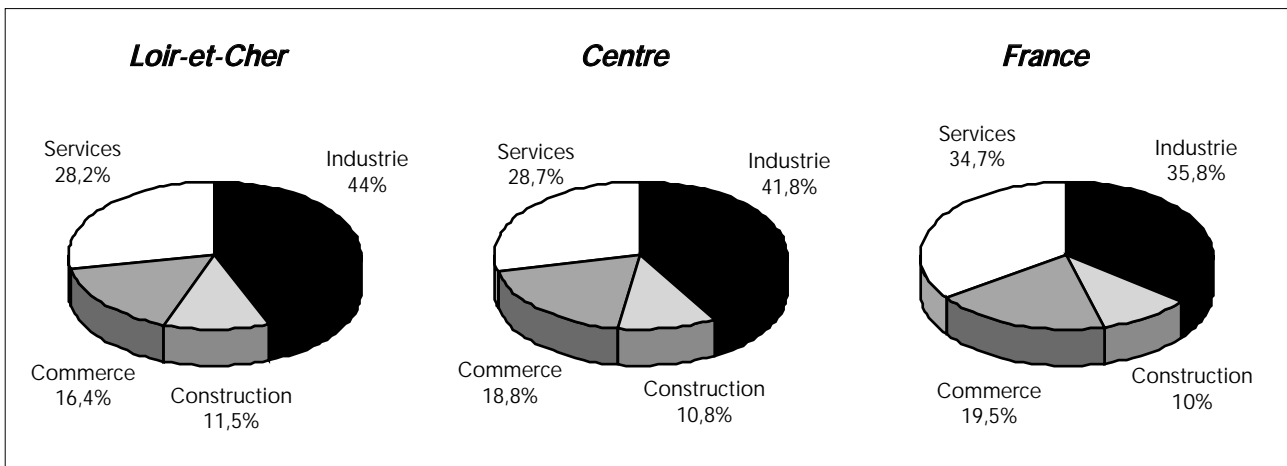
Sans les services publics, le poids du tertiaire est ici moins élevé, et celui des autres secteurs inversement plus lourd. Ainsi, l'industrie concentre 36,4 % des emplois salariés en Loir-et-Cher, contre 38,5 % pour les services. A l'image de ce qui a été mis en évidence dans l'emploi total, la répartition par secteur apparaît différente dans notre département par rapport à la région et plus encore à l'ensemble du pays.

Répartition des emplois salariés selon les quatre grands secteurs d'activités en 1998



D'après source : UNEDIC

Répartition des emplois salariés selon les quatre grands secteurs d'activités en 1985



D'après source : UNEDIC

Sur la période 1985-1998, la structure s'est profondément modifiée. L'industrie a perdu la première place qu'elle occupait, quel que soit le niveau géographique, au bénéfice des services. Le commerce s'est à peu près maintenu, tandis que la construction a perdu deux points en moyenne.

L'intensité de ces modifications n'a cependant pas été partout identique. Des divergences apparaissent, qui traduisent en partie les spécificités du tissu économique local, comme en témoignent les indices comparés de 1985 et 1998 dans le tableau ci-dessous.

Tout semble indiquer que les caractéristiques de l'économie départementale se sont trouvées renforcées au cours de la période.

Ainsi le poids de l'industrie, bien qu'en diminution, apparaît-il aujourd'hui comme plus spécifique encore qu'en 1985, surtout en comparaison avec la France ; c'est le cas également pour la construction, dans une moindre mesure. Dans les services, on observe un très léger rattrapage par rapport à l'ensemble du pays, mais en revanche l'écart avec la

Indice de spécificité du Loir-et-Cher par secteur d'activités en 1985 et 1998

		Industrie	Construction	Commerce	Services
Par rapport au Centre	1985	105,2	106,5	87,2	98,3
	1998	109,7	106,7	89,7	95,1
Par rapport à la France	1985	122,9	114,3	84,3	81,1
	1998	137,4	118	83,4	82,5

D'après source : UNEDIC

moyenne régionale s'est accentué. L'absence d'agglomération de taille importante à l'image de Tours ou Orléans est préjudiciable sur ce point au Loir-et-Cher, se traduisant davantage par une moindre densité de petites structures que par une présence insuffisante de grands établissements.

2. Des établissements industriels plus grands en Loir-et-Cher

Les établissements industriels du Loir-et-Cher sont en moyenne plus grands qu'en France et dans le Centre.

Leur effectif moyen est supérieur à 26 salariés en 1998, alors qu'il est seulement de 21,8 pour l'ensemble du pays. Il a en outre moins fléchi dans notre département entre 1985 et 1998, induisant une augmentation des écarts.

Les entreprises de la construction et du commerce apparaissent en revanche plus petites que leurs homologues régionales ou nationales (mais leur taille s'accroît sensiblement dans le commerce). Ce n'est pas le cas dans les services, où l'effectif moyen est équivalent, les

valeurs se tenant dans une fourchette très étroite ; on observe pour ce secteur une augmentation assez importante de la taille moyenne dans le Centre et en Loir-et-Cher, alors qu'il y a eu faible réduction pour l'ensemble de la France.

Globalement, les établissements du Centre et du Loir-et-Cher ont une taille supérieure à la moyenne nationale qui s'est sensiblement réduite entre 1985 et 1998.

3. L'élévation des qualifications

Parallèlement à l'évolution de la structure des activités, on assiste à une **transformation des emplois qui se traduit par une élévation des qualifications. C'est notamment le cas pour les ouvriers.** Entre 1991 et 1998, dans le contexte général de réduction du nombre d'emplois industriels précédemment décrit, la part des ouvriers qualifiés dans le total des salariés⁵ du Loir-et-Cher s'est maintenue, tandis que celle des ouvriers non qualifiés s'est contractée de près de 7 points, passant de 25,2 % à 18,9 %.

Taille moyenne des établissements⁴ par grand secteur d'activités

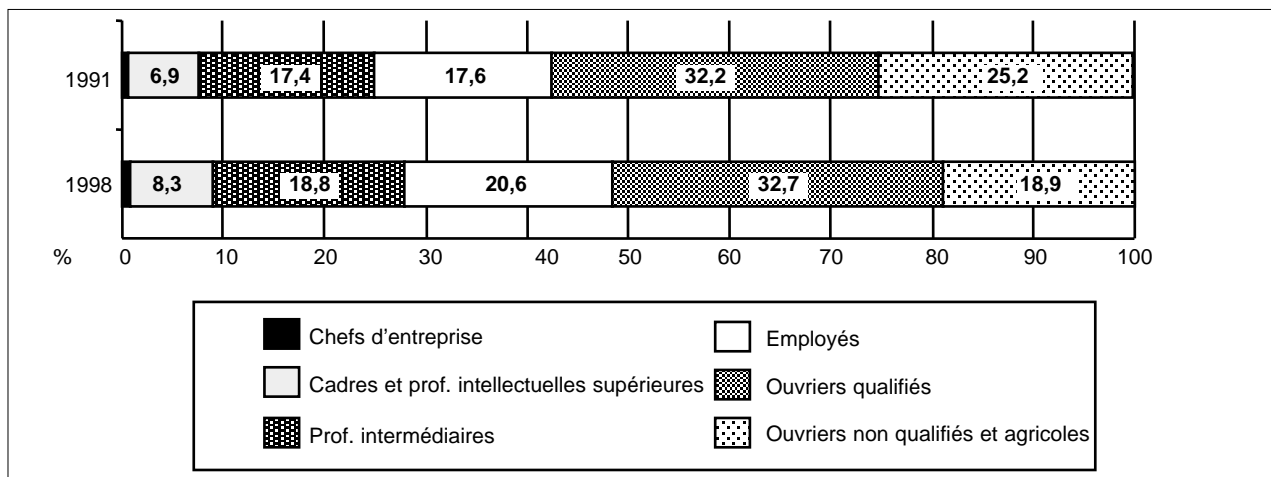
	Industrie		Construction		Commerce		Services		Ensemble	
	1985	1998	1985	1998	1985	1998	1985	1998	1985	1998
Loir-et-Cher	27,7	26,2	6,4	6,1	6,3	6,8	8,0	8,5	10,5	10,2
Région Centre	28,0	25,6	7,1	6,8	7,2	7,7	7,8	8,7	10,8	10,5
France	25,5	21,8	8,6	7,3	7,4	7,6	8,7	8,5	10,9	9,7

D'après source : UNEDIC

⁴ La taille des établissements présentée ici ne prend en compte que ceux ayant au moins un salarié.

⁵ Il s'agit ici des salariés des établissements de plus de 20 personnes

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle en Loir-et-Cher

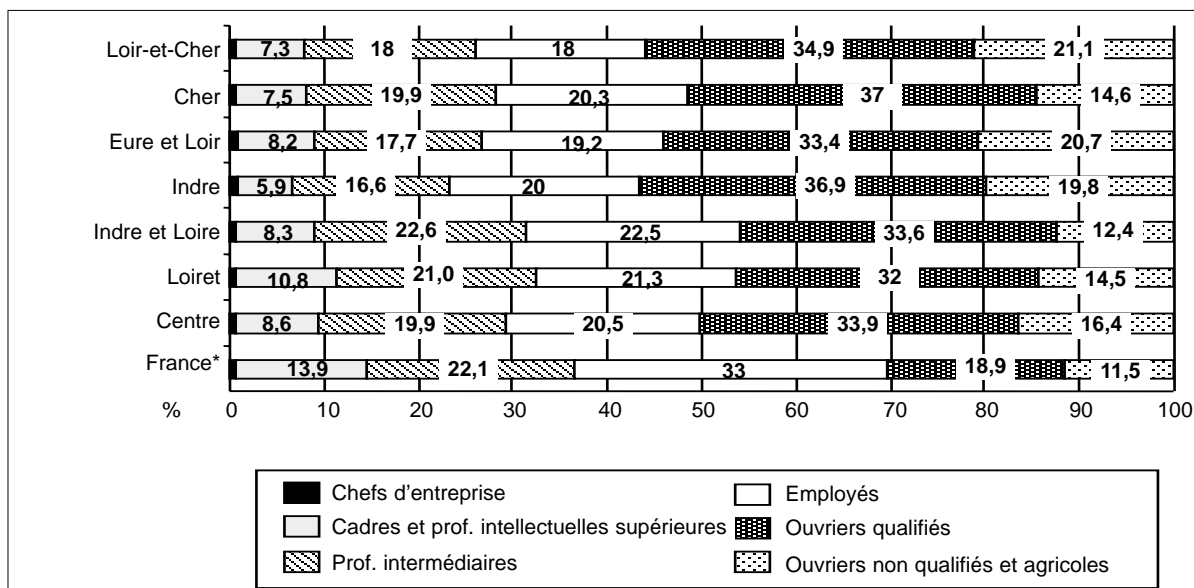


D'après sources : Ministère du travail - INSEE - DDTEFP - Observatoire

Le développement rapide des services et des activités de pointe au cours de la dernière décennie est perceptible dans l'augmentation de la proportion d'employés (3 points de plus), des professions intermédiaires (+ 1,4 point) et surtout des cadres et professions intellectuelles supérieures ; ces derniers représentent en effet aujourd'hui 8,3 % des salariés du département, contre 6,9 % en 1991, ce qui constitue proportionnellement la plus forte progression. Ces résultats restent néanmoins assez sensiblement en deçà de la moyenne régionale.

En 1995 (derniers résultats d'ensemble publiés), la part des cadres est inférieure de plus d'un point et celle des professions intermédiaires de près de 2 points. La caractéristique industrielle de notre département transparaît là encore : la part des ouvriers qualifiés est élevée et celle des ouvriers non qualifiés est la plus importante de tous les départements du Centre, près de 5 points au-dessus de la moyenne régionale. A contrario, le poids des employés est le plus faible.

Répartition des salariés par qualification dans les départements du Centre



D'après source : INSEE

* au 31/12/98

III. LA DYNAMIQUE DES SECTEURS

1. Recul de l'emploi dans l'industrie, forte croissance dans les services

Les modifications structurelles mises en évidence précédemment sont la résultante des dynamiques propres à chaque secteur. Globalement, **les deux tendances de fond de l'économie française, bien antérieures à 1985, sont la diminution de l'emploi dans l'industrie et son accroissement dans les services.**

Les gains de productivité (automatisation de la production, nouvelles formes d'organisation du travail) sont évidemment en grande partie responsables de la première citée, mais pas uniquement. Les entreprises se sont parallèlement recentrées sur leur métier de base, externalisant de nombreuses fonctions que l'on retrouve aujourd'hui dans le secteur tertiaire, comme le conditionnement, la logistique, les services informatiques, le nettoyage, la sécurité... Un transfert d'emplois s'est donc opéré d'un secteur à l'autre. Ce mouvement se poursuit d'ailleurs, dont participe le recours à l'intérim ; ses salariés sont comptabilisés dans les services, même si l'utilisateur final est l'industrie, dans la mesure où le contrat est passé avec la société de travail temporaire.

Dans le commerce, les bouleversements engagés bien avant notre période de référence ont continué à produire des effets importants. L'avènement de la grande distribution et des enseignes spécialisées a remodelé entièrement le paysage commercial : concentration d'établissements dans des zones d'activités qui leur sont dédiées à la périphérie des agglomérations, raréfaction du petit commerce dans les espaces les moins peuplés.

La construction, dont les progrès de productivité ont été également très sensibles, est fortement dépendante de la conjoncture. Du climat général en premier lieu (moral des ménages influencé par le niveau de chômage et les perspectives d'emplois, investissement des entreprises) ; mais aussi d'éléments propres à l'immobilier tenant aux stocks et aux prix, aux politiques d'incitation, etc.

Concrètement, en Loir-et-Cher, ces évolutions se sont traduites par la perte de plus de 2 300 emplois industriels entre 1985 et 1998, et de 782 postes dans la construction ; simultanément, le commerce en a gagné 728 et les services 9 462. Au total, le département a enregistré un accroissement de 7 082 emplois salariés (hors agriculture comme indiqué précédemment).

Evolution de l'emploi salarié privé par grand secteur entre 1985 et 1998

	Loir-et-Cher			Centre			France		
	1985	1998	Evol. %	1985	1998	Evol. %	1985	1998	Evol. %
Industrie	28 665	26 339	- 8,1	210 328	189 753	- 9,8	4 537 015	3 795 822	- 16,3
Construction	7 468	6 686	- 10,5	54 177	49 534	- 8,6	1 270 340	1 121 664	- 11,7
Commerce	10 696	11 424	+ 6,8	94 727	100 599	+ 6,2	2 467 675	2 713 109	+ 9,9
Services	18 388	27 850	+ 51,5	144 408	231 374	+ 60,2	4 406 695	6 684 822	+ 51,7
Ensemble	65 217	72 299	+ 10,9	503 640	571 260	+13,4	12 681 725	14 315 417	+12,9

D'après source : UNEDIC

Les pertes enregistrées dans l'industrie ont été un peu plus limitées en Loir-et-Cher qu'en région Centre et surtout dans l'ensemble de la France ; celles de la construction sont en revanche assez proches. En ce qui concerne les secteurs en croissance, on observe que la très forte progression des emplois de services est générale, tandis que des écarts significatifs apparaissent dans le commerce : l'augmentation en région Centre et en Loir-et-Cher est moins forte que pour l'ensemble du pays, sans doute en raison d'une densité de population sensiblement inférieure à la moyenne nationale.

Au total, le Loir-et-Cher apparaît moins dynamique que le Centre ou la France dans la création d'emplois sur la période considérée. Il faut néanmoins souligner que l'écart est en grande partie imputable aux résultats de 1998, dont le dernier trimestre n'a pas été favorable à l'emploi dans notre département, notamment en raison d'une faiblesse passagère dans l'industrie automobile, effaçant la progression enregistrée auparavant.

2. Une année noire en Loir-et-Cher : 1992

Sur l'ensemble de la France, l'emploi salarié a connu **3 phases bien marquées** au cours de la période 1985-1998 :

- croissance entre 1985 et 1990
- repli de 1991 à 1993
- croissance de nouveau à partir de 1994 jusqu'à aujourd'hui. Le département a suivi globalement cette tendance, mais a connu récemment quelques soubresauts, avec des légers reculs en 1996 et 1998. La comparaison des courbes d'évolution en base 100 fait nettement ressortir l'importance de la dernière année

dans l'évolution générale de la période. Les écarts d'évolution sont plus nets au sein des différents secteurs :

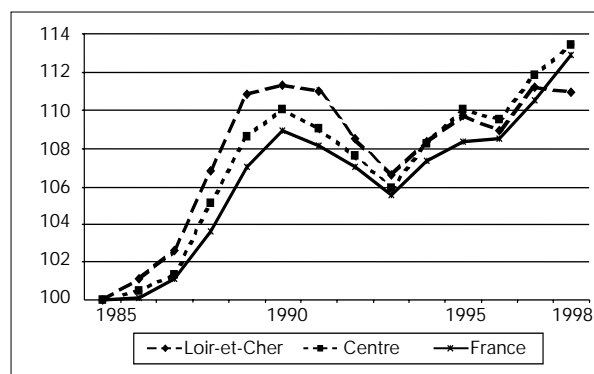
- progression constante dans les services au niveau national, alors que l'on observe des pauses en 1992, 1996 et 1998 dans le département ;
- décalage de la période de repli dans le commerce : 1990-1992 en Loir-et-Cher, 1991-1993 en France ;
- la contraction des effectifs de la construction s'est faite plus tôt dans notre département.

En outre, 1995 et 1997 y ont été des années favorables, tandis que dans le pays, ce sont 1994 et 1998 ;

- c'est cependant dans l'industrie que les divergences sont les plus sensibles. Les effectifs ont continué de s'étoffer en Loir-et-Cher jusqu'en 1990, puis ont sévèrement chuté en 1992 et 1993, pour diminuer ensuite régulièrement, malgré un sursaut en 1995. Dans le pays, l'érosion a été plus constante, sauf en 1989 et 1990.

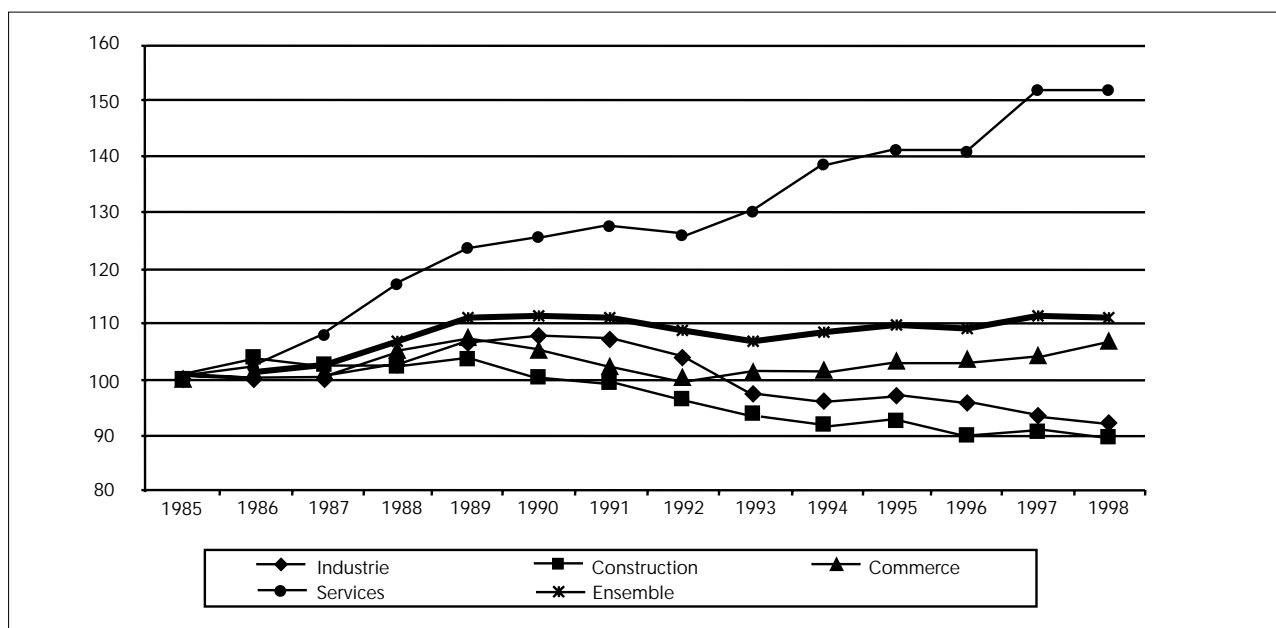
Le département a donc connu une seule année où l'ensemble des secteurs ont perdu des emplois, 1992.

**Evolution de l'emploi salarié total entre 1985 et 1998 (base 100 en 1985)
Loir-et-Cher - Centre - France**



D'après source : UNEDIC

Evolution de l'emploi salarié en Loir-et-Cher par grand secteur entre 1985 et 1998 (Base 100 en 1985)



D'après source : UNEDIC

3. Des activités se développent, d'autres tendent à disparaître

Le tissu économique du Loir-et-Cher change ainsi en profondeur. Aux évolutions structurelles des quatre grands secteurs se superposent à l'intérieur de chacun d'eux des modifications dans le poids des activités qui les composent. Dans un premier temps, une comparaison va être effectuée sur l'évolution 1985/1998 entre le Loir-et-Cher et la France par activité en Naf 31⁶ pour l'industrie et les services⁷ (source Unedic). Ensuite chaque branche sera examinée au niveau le plus fin (Naf 700) dans le département, en distinguant 4 types d'évolution :

- les activités créatrices d'emplois sur longue période, ou en phase de redémarrage au cours des dernières années :

- les activités dynamiques perdant des emplois, sur tout ou partie de l'ensemble de la période ;

- les activités globalement stables, ou ne présentant aucune tendance affirmée ;

- les activités en perte de vitesse, ou ayant même totalement disparu.

Cette analyse ne portera cependant que sur les branches disposant d'un effectif supérieur à 100 salariés en 1985 ou en 1998.⁸

6 La Naf (Nomenclature d'Activités Françaises) comprend 700 postes détaillés, normalisés au niveau européen. Elle classe les établissements en fonction de leur activité principale. Des regroupements sont opérés en 222 postes, 60 postes et 31 postes.

7 La construction et le commerce ne font pas l'objet de sous-rubriques à ce niveau de la nomenclature.

8 Un examen approfondi laisse apparaître certaines aberrations dans quelques branches, sous la forme d'apparition ou de disparition soudaine d'effectifs important se rattachant à un nombre très limité d'établissements (1 ou 2). Elles proviennent très probablement de changement dans les codes d'activité. Lorsque des rapprochements ont été possibles, ces branches ont été prises en compte ; dans le cas inverse, elles ont été écartées du champ d'investigation.

3.1 - Evolution comparée entre le Loir-et-Cher et la France

Au cours de la période 1985-1998, certaines branches industrielles se sont renforcées dans le département, alors que leurs effectifs diminuaient dans l'ensemble du pays :

- fabrication de matériel de transport (+ 55,2 % contre - 19,9 %) ;
- industrie chimique et pharmaceutique (+ 34,6 % contre - 14,2 %) ;
- industrie du caoutchouc et des plastiques (+ 31,4 % contre - 8 %) ;
- fabrication d'équipements électriques et électroniques (+ 21,6 % contre 7,8%).

D'autres ont perdu moins d'emplois :

- métallurgie et travail des métaux (- 4,3 % contre - 16,8 %) ;
- fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (- 12,1 % contre - 20,8 %) ;

Inversement, certaines activités ont

enregistré un déclin plus prononcé en Loir-et-Cher :

- industrie du papier et du carton, édition et imprimerie (- 19,9 % contre - 5,4 %) ;
- industries agricoles et alimentaires (- 23,6 % contre - 2,4 %) ;
- travail du bois et fabrication d'articles en bois (- 40 % contre - 13,2 %) ;
- industries diverses (- 50,9 % contre - 17,7 %) ;
- industrie textile et habillement (- 64,4 % contre - 47,6 %) ;
- industrie du cuir et de la chaussure (- 78 % contre - 47,6 %).

Dans les **services**⁹, trois branches ont connu une progression proportionnellement plus forte dans notre département qu'en moyenne nationale :

- santé et action sociale (+ 131,8 % contre + 55,2 %) ;
- hôtels et restaurants (+ 61,3 % contre + 49,1 %) ;
- transports et communications (+ 45,6 % contre + 41,1 %).

Les services : précisions méthodologiques

C'est dans les services que le champ Unedic est le plus restreint par rapport au total des emplois du secteur. Rappelons qu'il n'en couvre que 53 % en Loir-et-Cher en 1997. Les intitulés des différentes activités étant ceux de la nomenclature générale, il convient d'en préciser la portée.

- " Administration publique " concerne essentiellement ici les activités de sécurité sociale, la distribution sociale de revenus et la gestion de retraites complémentaires ;
- " éducation " recouvre les établissements privés d'enseignement et les organismes de formation professionnelle ;
- " santé et action sociale " ne prend pas en compte les établissements publics (Etat ou collectivités locales) de soins, d'accueil de personnes âgées, handicapées ou en difficulté, de gardes d'enfants...
- " Services collectifs, sociaux et personnels " regroupent différents types d'activités :
 - établissements privés d'assainissement, voirie et gestion des déchets ;
 - toutes les activités associatives ;
 - les activités récréatives, culturelles et sportives (spectacle, cinéma, radio, télévision, agences de presse, etc.) qui ne sont pas gérées par des collectivités territoriales ;
 - les services personnels (blanchisserie, coiffure, esthétique, pompes funèbres).

⁹ et 10 Voir encadré.

Trois ont eu une croissance plus modérée :

- immobilier, location et services aux entreprises (+ 64,7 % contre + 87 %) ;
- éducation (+ 26,9 % contre + 42,9 %) ;
- services collectifs, sociaux et personnels (+ 12,5 % contre + 47,4 %).

On trouve également dans les services des branches ayant perdu des emplois :

- administration publique¹⁰, où le recul est plus faible en Loir-et-Cher (- 3,2 % contre - 13,9 %) ;
- activités financières, où il est plus marqué (- 16,3 % contre - 2,9 %).

3.2 - Les évolutions des branches industrielles en Loir-et-Cher

3.2.1 - l'automobile est en pointe

La période 1985-1998 a vu se **renforcer le pôle automobile** en Loir-et-Cher, que ce soit au niveau des constructeurs, des équipementiers ou des sous-traitants.

- La fabrication d'équipements automobiles a créé 1 919 emplois nouveaux (+ 117,9 %) pour atteindre 3 547 salariés (citons l'implantation de la société BONIN à Vendôme)

Evolution comparée dans l'industrie et les services entre 1985 et 1998

Activité	Loir-et-Cher			France
	1985	1998	Evolution (%)	Evolution (%)
Production et distribution d'électricité de gaz et d'eau ¹¹	78	152	+ 94,9	+ 41,7
Fabrication de matériel de transport	3963	6150	+ 55,2	- 19,9
Industrie chimique et pharmaceutique	1014	1365	+ 34,6	- 14,2
Industrie du caoutchouc et des plastiques	1481	1946	+ 31,4	+ 8,0
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	2079	2528	+ 21,6	- 7,8
Métallurgie et travail des métaux	3600	3446	- 4,3	- 16,8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1219	1072	- 12,1	- 20,8
Extraction de minerais de fer	138	110	- 20,3	- 51,9
Fabrication de machines et équipements	2743	2283	- 16,8	- 16,8
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	1621	1299	- 19,9	- 5,4
Industries agricoles et alimentaires	4039	3084	- 23,6	- 2,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	667	400	- 40,0	- 13,2
Autres industries manufacturières	3393	1665	- 50,9	- 17,7
Industrie textile et habillement	2253	757	- 66,4	- 47,6
Industrie du cuir et de la chaussure	373	82	- 78,0	- 47,6
Santé et action sociale	2863	6621	+ 131,3	+ 55,2
Hôtels et restaurants	2135	3443	+ 61,3	+ 49,1
Transports et communications	1762	2566	+ 45,6	+ 41,1
Immobilier, location et services aux entreprises	5426	8939	+ 64,7	+ 98,7
Education	725	920	+ 26,9	+ 42,9
Services collectifs, sociaux, et personnels	2540	2858	+ 12,5	+ 47,4
Administration publique	938	908	- 3,2	- 13,9
Activités financières	1893	1584	- 16,3	- 2,9
Services domestiques.	105	11	- 89,5	- 78,3

D'après source : UNEDIC

11 Les emplois du Centre de Production Nucléaire de Saint Laurent des Eaux ne sont pas couverts par le champ Unedic.

- **la construction de véhicules** a créé **937 postes supplémentaires** (+ 81 %) et compte 2 094 emplois en 1998, grâce au succès de l'Espace conçu et réalisé par MATRA AUTOMOBILE. On peut y ajouter la fabrication de **carrosseries automobiles** avec **189 postes de plus**. Ce sont donc plus de 3 000 postes¹² de travail supplémentaires directs qui ont été fournis par l'automobile. Le développement de ce secteur a en outre fortement contribué au renforcement d'autres activités, en particulier dans le **travail des métaux** :

- découpage, emboutissage, 711 emplois, + **474** (+ 200 %) ;
- traitement et revêtement des métaux 526 emplois, + **258** (+ 96,3 %) ;
- décolletage, 380 emplois, + **72** (+ 23,4 %).

Parallèlement, d'autres activités industrielles se sont fortifiées :

- fabrication de meubles de bureau et de magasins, 707 emplois, + **173** (+ 32,4 %). Cette branche a notamment vu l'implantation de STAL INDUSTRIE et la création de STANDIS ;
- production de viandes de volailles, 459 emplois, + **250** (+ 119,6 %) ;
- fabrication d'instruments scientifiques et techniques, 416 emplois, + **65** (+ 18,5 %) ;
- fabrication de matériel agricole, 190 emplois, + **73** (+ 62,4 %) ;
- fabrication de cartonnages, 272 emplois, + **45** (+ 20 %). Les plus grands effectifs ont été enregistrés en 1992. Après un creux en 1993, ils ont repris une pente ascendante pour retrouver leur plus haut niveau en 1998 ;
- fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques, 339 emplois. Entre 1985 et 1998, l'augmentation des effectifs est négligeable (+ 1,8 %), mais après une sévère chute, ils se sont nettement redressés depuis 1994 avec un

accroissement de 81 unités au cours des 4 dernières années.

Il faut noter en outre l'essor de nouvelles branches, faiblement présentes en 1985 :

- fabrication d'appareils d'éclairage, 259 emplois, + **256** ;
- fabrication d'équipements de lavage et de manutention, 181 emplois, + **137** ;
- fabrication de machines de bureau, 140 emplois, + **135** ;
- captage, traitement et distribution d'eau, 137 emplois, + **61** ;
- fabrication de moteurs, générateurs et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance, 122 emplois, + **73** ;
- fabrication de produits céramiques réfractaires, 115 emplois, + **99** ;
- fabrication de colles et gélatines, 112 emplois, + **43** ;
- récupération de matières métalliques recyclables, 104 emplois, + **53**.

3.2.2 - Des industries dynamiques en terme économique ne créent plus d'emplois

La période étudiée a été riche en **restructurations** de toutes sortes, en **rapprochements d'entreprises**, en **recherche de compétitivité**. Pour se maintenir face à la concurrence, des établissements ont dû opérer des choix industriels qui se sont traduits par des **disparitions de postes**. Certaines ont été compensées par de nouvelles implantations en Loir-et-Cher, d'autres non.

- La fabrication de parfums et de produits pour la toilette, 443 emplois, + **319** (+ 257 %) a atteint un maximum de 697 postes en 1994. Après une perte de 260 emplois entre 1994 et 1997, les effectifs se sont stabilisés.

¹² Ce nombre est supérieur à celui figurant dans le tableau suivant car il recouvre plusieurs branches de la filière automobile.

- Fabrication de médicaments, 582 emplois, - **44** (- 7 %). L'enracinement de cette activité dans le tissu économique local est désormais profond (on note l'implantation des laboratoires WYETH-LEDERLE et CHIESA).

Néanmoins, les gains de productivité et les restructurations (au niveau mondial, les rapprochements entre groupes se multiplient) pèsent sur l'évolution des emplois. Ceux-ci semblent aujourd'hui stabilisés en Loir-et-Cher.

- Fabrication de matières plastiques de base, 134 emplois, + **63** (+ 87 %). Croissants jusqu'en 1989 (165), les emplois ont reculé pour se stabiliser autour de 130.

- Fabrication d'éléments en plastique pour la construction, 147 emplois, + **49** (+ 50 %). Tributaire de la conjoncture du bâtiment, cette branche a connu un maximum de 216 salariés en 1990, puis a perdu assez rapidement une cinquantaine d'emplois. La stabilité l'emporte au cours des cinq dernières années.

- Production de viandes de boucherie, 223 emplois, + **12** (+ 5,7 %). Entre 1985 et 1991, cette activité a créé plus de 90 postes. Une première décruce s'est opérée en 1992, une seconde en 1996 ; les effectifs sont stables depuis.

- Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation, 152 emplois, - **43** (- 22 %). Des phases de hausse et de baisse n'ont cessé de se succéder. En 1996, on était presque revenu au niveau de 1986, mais 30 emplois ont disparu d'un coup en 1998.

- Chocolaterie, confiserie, 496 emplois, - **303** (- 38 %). Cette activité repose essentiellement sur une entreprise, dont sont connus les plans de restructuration et de compétitivité qui ont conduit à une érosion constante des effectifs jusqu'en 1993. On observe depuis une certaine stabilité.

- Mécanique générale, 887 emplois, - **50** (- 5,3 %). Pilier de l'industrie départementale, la mécanique a compté jusqu'à 1 161 emplois en 1996. Le recul soudain en 1997 (200 emplois en moins) provient très probablement d'un changement de code.

- Fabrication d'équipements électroménagers, 445 emplois, - **320** (- 42 %). Là encore, il s'agit d'une branche dont la modernisation s'est traduite par des suppressions de postes, surtout entre 1987 et 1995.

- Imprimerie - édition, 770 emplois, - **434** (- 36 %). Certaines grandes unités ont subi des chocs à répétition au cours de la période ; l'édition est malmenée à son tour. La branche continue cependant à s'appuyer sur des petites entreprises dynamiques et performantes.

3.2.3 - Des industries globalement stables ou sans évolution tranchée

- Fabrication d'emballages en matières plastiques, 912 emplois, + **181** (+ 24,8 %). Des variations très fréquentes et d'une assez large amplitude ne masquent pas le fond de la tendance qui est stable, surtout depuis 1993 ; cette branche a vu notamment l'implantation d'EUROFLACO.

- Fabrication de pièces techniques en matières plastiques, 567 emplois, + **44** (+ 8 %). Même constat que pour la précédente, hormis une certaine érosion sur les deux dernières années.

- Chaudronnerie - tuyauterie, 323 emplois, + **42** (+ 15 %). Affectée par une succession de phases de croissance et de décroissance, cette branche est en repli depuis deux ans.

- Fonderie de fonte ou d'acier, 159 emplois, + **39** (+ 32,5 %). Plusieurs spécialités de fonderie ont été regroupées pour pallier les changements de code d'activité. Les effectifs sont stables depuis 1996.

- Fabrication de meubles (non classés ailleurs), 141 emplois, + **37** (+ 35,6 %). Les effectifs de 1997 et 1998 sont quasiment identiques à ceux de 1986.
- Préparation industrielle de produits à base de viande, 202 emplois, + **32** (+ 18,8 %). Là encore, des phases de décroissance succèdent à des périodes de progression. Depuis 1995, l'évolution est plutôt positive.
- Fabrication de charpentes et de menuiseries, 146 emplois, + **18** (+ 14 %). Même constat que pour la précédente.
- Fabrication de charpentes et de menuiseries métalliques, 101 emplois, - **40** (28,4 %). La perte d'une quarantaine de postes sur la période (75 depuis 1991) aurait pu conduire à un classement dans le groupe des activités destructrices d'emplois. Néanmoins, les effectifs sont stables depuis 1994, voire en très légère reprise.
- Le constat est identique pour la branche Sciage et rabotage du bois, 103 emplois, - **54** (- 34,4 %).

3.2.4 - Des industries en déclin ou qui ont disparu

Le déclin de certaines branches industrielles dans notre département peut provenir de plusieurs facteurs :

- une évolution générale, comme c'est le cas pour l'habillement, le cuir et la chaussure (au moins 1 600 emplois perdus) ;
- des difficultés dans une entreprise qui domine son secteur (machines d'imprimerie par exemple) ;
- une stratégie individuelle (transfert d'entreprise sur un site qui semble plus approprié) ;
- une stratégie de groupe qui modifie la répartition des activités entre ses différents établissements (fabrication de fromage...).

Ont totalement disparu :

- fabrication de chaussures, - **178** ;
- fabrication de vêtements en cuir, - **104**
- fabrication de matelas, 341 emplois en 1998, - **382** (- 53 %) ; la fermeture de l'usine EPEDA a entraîné la disparition complète de la branche au début de cette année.

Sont en très fort déclin :

- Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes, 436 emplois, - **620** (- 58,7 %) ;
- fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, 58 emplois, - **161** (- 76 %) ;
- fabrication de vêtements de dessous, 89 emplois, - **267** (- 75 %) ;
- fabrication d'autres vêtements et accessoires, 71 emplois, - **260** (- 79 %) ;
- fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie, 80 emplois, - **75** (- 48 %) ;
- fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a.¹³, 153 emplois, - **44** (- 22,3 %) ;
- fabrication de fromages, 150 emplois, - **583** (- 80 %) ;
- fabrication d'emballages en bois, 137 emplois, - **161** (- 54 %) ;
- fabrication d'appareils médicochirurgicaux, 97 emplois, - **33** (- 25 %) ;
- fabrication d'articles de robinetterie, 45 emplois, - **167** (- 79 %) ;
- fabrication de machines d'imprimerie, 34 emplois, - **100** (- 75 %) ;
- fabrication d'articles métalliques n.c.a., 24 emplois, - **230** (- 91 %).
- On peut y ajouter la fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules (519 emplois), qui **a perdu 380** postes depuis 1989 (- 42,3 %).

¹³ NCA : Non Classés ailleurs

3.3 - Les évolutions des branches de la construction en Loir-et-Cher

3.3.1 - Peu d'activités très porteuses

Quatre branches de la construction seulement sont classées parmi les activités dynamiques :

- menuiserie métallique, serrurerie, 543 emplois, + **268** (+ 97,5 %) ;
- installation d'eau et de gaz, 430 emplois, + **106** (+ 32,7 %) ;
- plâtrerie, 175 emplois, + **98** (+ 127,3 %) ;
- réalisation de couvertures par éléments, 348 emplois. Après avoir perdu plus de 150 salariés entre 1985 et 1993, cette activité **en a regagné ensuite 55**. Ce renouveau incite à la classer avec les autres branches dynamiques de la construction.

3.3.2 - Quelques branches dynamiques ne créent plus d'emplois

- Travaux d'installation électrique, 541 emplois, + **107** (+ 25 %). Les effectifs sont globalement stables depuis 1988, avec des variations autour de 570 salariés. Sur les deux dernières années, on se situe plutôt dans le point bas du cycle.
- Réalisation de réseaux, 119 emplois, + **108** (11 fois plus qu'en 1985). Son classement dans ce deuxième groupe est motivé par deux raisons : entre 1985 et 1998, les transferts de code sont assez nombreux ; d'autre part, les effectifs sont stables depuis 1995. De réelles perspectives d'avenir existent néanmoins en liaison avec les décisions prises en matière d'assainissement.
- Travaux de maçonnerie générale, 1 248 emplois, - **673** (- 35 %). Lourdemment touchée par la crise du

bâtiment qui a sévi au début des années 90, cette branche demeure solide. Le nombre de salariés progresse légèrement sur les trois dernières années et la reprise du secteur ne pourra que conforter cette tendance.

3.3.3 - Les activités globalement stables

- Installations thermiques et de climatisation, 237 emplois, + **136** (+ 135 %). Cette branche a été en croissance de 1985 à 1989, puis en recul en 1990 et 1991, de nouveau en progression jusqu'en 1994, enfin en repli, plus marqué en 1998.
- Construction de chaussées routières et de sols sportifs, 340 emplois, + **48** (+ 16,4 %). Quelques fluctuations sont observées, avec un maximum de 394 emplois en 1989. Les effectifs de 1998 sont au niveau de ceux de 1986-87.
- Revêtement de sols et murs, 107 emplois, + **30** (+ 39 %). Les variations sont très limitées depuis 1989, après une phase de croissance.
- Travaux de charpente, 196 emplois, - **20** (- 9,3 %). Ici, au contraire, les évolutions sont très contrastées, le plus bas étant de 93, le plus haut 239.
- Travaux de finition (non classés ailleurs), 146 emplois, - **26** (- 15,1 %). Cette activité a connu quatre phases très marquées : stabilité de 1985 à 1988, baisse sensible jusqu'en 1991, stabilité de nouveau jusqu'en 1996 et enfin une période de croissance forte avec 50 emplois supplémentaires.

3.3.4 - Un déclin très sensible dans quatre branches

Les graves difficultés traversées par le secteur du bâtiment ont eu des répercussions dans quatre branches importantes :

- construction de bâtiments (qui regroupe la construction de maisons individuelles et la construction de bâtiments divers, entre lesquelles les changements de code des entreprises sont fréquents), 530 emplois, - **247** (- 32 %) ;
- menuiserie bois et matières plastiques, 533 emplois, - **206** (- 28 %) ;
- peinture, 481 emplois, - **240** (- 33,3 %) ;
- terrassements divers, démolition, 306 emplois, - **101** (- 25 %) ;

3.4 - Les évolutions des branches du commerce en Loir-et-Cher

3.4.1 - L'envolée du grand commerce

Le paysage commercial du Loir-et-Cher a été bouleversé au cours de ces quinze dernières années.

Depuis 1985, les hypermarchés ont créé **1 093 emplois** sur les 1 197 qu'ils comptent aujourd'hui (soit une multiplication par 11 des effectifs). De même, **605 postes nouveaux** sont enregistrés dans les supermarchés (1 216 emplois, + 99 %).

En dehors de la taille, on a également assisté à la multiplication des enseignes spécialisées :

- commerce de détail de bricolage, 174 emplois, + **161** (13 fois plus) ;
- commerce de détail divers en magasin spécialisé, 236 emplois, + **121** (+ 105 %) ;
- commerce de détail d'articles de sport et de loisirs, 110 emplois, + **31** (+ 39,2 %).

Ce nouveau commerce (grande distribution et enseignes spécialisées) a triplé et généré au total la création de plus de **2 000 postes**.

La généralisation de la micro-informatique a profité au commerce de gros de machines de bureau et de matériel informatique dont les effectifs, très faibles en début de période, atteignent aujourd'hui 255 personnes (+ **219**, soit une multiplication par 7).

D'autres branches plus traditionnelles ont également connu un bon développement :

- vente par correspondance, 462 emplois, + **101** (+ 28 %) ;
- commerce de détail de produits pharmaceutiques, 554 emplois, + **87** (+ 18,6 %) ;
- commerce de gros de matériel agricole, 374 emplois, + **42** (+ 12,7 %) ;
- commerce de gros du bois et de produits dérivés, 104 emplois, + **53** (+ 104 %).

3.4.2 - Stabilité des effectifs dans de nombreuses activités commerciales

- Commerce de véhicules automobiles, 1 272 emplois, + **238** (+ 23 %). Après une phase de progression de 1985 à 1990, les effectifs ont très légèrement reculé et sont stables depuis 1991.
- Commerce de gros d'équipements automobiles, 152 emplois, - **16** (- 9,5 %). L'évolution en dents de scie est là encore restée cantonnée dans une marge relativement étroite (une quarantaine de postes).
- Commerce de détail de carburants, 153 emplois, - **11** (- 6,7 %). Fortement soumise à la concurrence des grandes surfaces, cette activité montre une belle résistance. Les effectifs évoluent dans une marge étroite (plus ou moins 20 postes) depuis le début de la période.
- Commerce de gros de fruits et légumes, 141 emplois, + **33** (+ 30,6 %). Le nombre d'emplois évolue dans une marge étroite depuis 1989.

- Commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires, 465 emplois, + **69** (+ 17,4 %). Les effectifs sont presque stables depuis 1989.
- Commerce de détail d'appareils électroménagers et de radiotélévision, 215 emplois, + **82** (+ 61,7 %). Si l'évolution est très largement positive sur l'ensemble de la période, cela est dû pour l'essentiel à la progression initiale entre 1985 et 1988. Depuis, la stabilité est la règle.
- Commerce de détail d'habillement, 461 emplois, + **30** (+ 7 %). L'évolution générale demeure à la stabilité, malgré quelques variations dans un sens ou dans l'autre.
- Commerce de détail de la chaussure, 103 emplois, - **21** (- 16,9 %). Après une légère chute initiale, les mouvements ont été très réduits à partir de 1991.
- Commerce de détail de meubles, 189 emplois, + **0** ; l'emploi est en équilibre au cours de la période¹⁴.
- Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers, 244 emplois, - **2** (- 0,8 %). Après un passage à vide en 1988, les effectifs se sont peu à peu regonflés pour retrouver leur niveau de 1985.
- Commerce de gros de céréales et aliments pour le détail, 98 emplois, - **55** (- 35,9 %). Cinquante emplois ont été perdus d'un coup en 1989 ; depuis les effectifs sont stables.

3.4.3 - Un contingent assez important d'activités en repli

De nombreuses activités du commerce se trouvent en déclin, parfois très prononcé. Ce sont celles qui n'ont pu résister aux transformations déjà évoquées (développement de la grande distribution, nouveaux modes de consommation, dévitalisation rurale...).

- Commerce de détail de viandes et produits à base de viande, 207 emplois, - **214** (- 51 %) ;
- charcuterie, 174 emplois, - **130** (- 43 %) ;
- commerce d'alimentation générale, 115 emplois, - **414** (- 78 %) ;
- supérettes, 93 emplois, - **16** (- 15 %) ;
- pâtisserie, 90 emplois, - **36** (- 29 %) ;
- commerce de gros de boissons, 117 emplois, - **125** (- 52 %) ;
- débits de boisson, 61 emplois, - **95** (- 61 %) ;
- commerce de détail de livres, journaux et papeterie, 193 emplois, - **91** (- 32 %) ;
- commerce de gros de quincaillerie, 107 emplois, - **27** (- 20,1 %) ;
- commerce de détail de quincaillerie, 71 emplois, - **235** (- 77 %) ;
- commerce de gros de combustibles, 67 emplois, - **102** (- 60 %) ;
- commerce de détail de charbon et combustibles, 39 emplois, - **67** (- 63 %) ;
- réparation de matériel agricole, 59 emplois, - **73** (- 55 %) ;
- autres commerces de détail en magasin non spécialisé, 19 emplois, - **128** (- 87 %).

3.5 - Les évolutions des branches des services en Loir-et-Cher

3.5.1 - L'explosion des services aux entreprises et du domaine social

Passage de certaines activités du public au privé, création de nouveaux métiers issus de l'externalisation par les entreprises ou liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, apparition dans la sphère marchande d'activités auparavant réservées au non marchand, développement du

¹⁴ Si l'on excepte les trois années 1989 à 1991, au cours desquelles les données sont aberrantes (400 postes qui apparaissent puis disparaissent.)

tourisme et des loisirs etc., autant de facteurs qui ont concouru en cette fin de siècle à l'émergence de filières puissantes et dynamiques, porteuses d'emplois pour le Loir-et-Cher.

Dans **les services aux entreprises**, le transport et la logistique, le travail temporaire, le nettoyage industriel et la sécurité font aujourd'hui partie des activités structurantes du tissu économique local, au même titre que certaines branches industrielles.

- Transports routiers, 1 299 emplois, + **689** (+ 113 %) ;
- entreposage non frigorifique, 99 emplois, + **96** ;
- travail temporaire, 2 762 emplois (nombre de contrats en cours au 31 décembre), + **1 654** (+ 149 %) ;
- activités de nettoyage, 1 101 emplois, + **713** (+ 184 %) ;
- enquêtes et sécurité, 472 emplois, + 368 (4,5 fois plus qu'en 1985) ;
- ingénierie, études techniques, 203 emplois, + **131** (+ 169 %) ;
- location de machines et équipements pour la construction, 156 emplois, + **140** (10 fois plus) ;
- routage, 136 emplois, + **108** (10 fois plus) ;
- secrétariat et traduction, 113 emplois, + **71** (+ 169 %) ;
- la publicité a perdu 150 postes entre 1985 et 1998 mais depuis, elle se trouve sur une pente ascendante. 67 emplois ont été regagnés pour atteindre 230 aujourd'hui.

Le domaine social a lui aussi pris une part très importante des nouveaux emplois de services en Loir-et-Cher. Si l'on considère la nomenclature agrégée en 31 postes, il constitue en 1998 le deuxième secteur en terme d'effectifs :

- aide par le travail, ateliers protégés, 720 emplois, + **362** (+ 101 %) ;
- autres formes d'action sociale¹⁵, 715 emplois, + **457** (+ 177 %) ;
- accueil des personnes âgées, 423 emplois, + **296** (+ 233 %) ;
- accueil des enfants handicapés, 323 emplois, + **200** (+ 163 %) ;
- accueil des adultes handicapés, 266 emplois, + **250** (effectifs multipliés par 17) ;
- accueil des enfants en difficulté, 161 emplois, + **155** (multiplication par 27) ;
- autres hébergements sociaux¹⁶, 116 emplois, + **75** (+ 183 %) ;
- avec 167 postes supplémentaires, l'aide à domicile est également en progression constante depuis 1992 où elle apparaît brutalement dans le champ statistique (un changement de code d'activité est quasi certain, car cela correspond à la mise en place de la nouvelle nomenclature). Elle atteint aujourd'hui 1 459 emplois.

Les nouveaux modes de consommation en matière de loisirs, tourisme ou restauration s'inscrivent également dans une perspective de forte croissance.. On observe aussi que le développement de la restauration rapide ne s'est pas effectué au détriment des restaurants traditionnels :

- autre¹⁷ hébergement touristique, 665 emplois, + **629** (19 fois plus qu'en 1985). On y trouve évidemment Center-Parcs ;
- restauration de type traditionnel, 823 emplois, + **379** (+ 85,4 %) ;

15 Autres que les structures d'hébergement, les haltes-garderies, les ateliers protégés ou l'aide à domicile.

16 Autres que les structures d'accueil pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté et pour personnes âgées.

17 Comprend les hébergements touristiques non classés dans les rubriques hôtels, auberge de jeunesse et refuges, exploitation de terrain de camping.

- restauration de type rapide, 225 emplois, + **214** (20 fois plus) ;
- autres¹⁸ activités sportives, 228 emplois, + **178** (près de 5 fois plus) ;
- transports de voyageurs, 541 emplois, + **72** (+ 15,4 %) ;
- agences de voyages, 108 emplois, + **66** (+ 157 %) ;
- bals et discothèques, 100 emplois, + **28** (+ 40 %).

Les activités de **services à la personne** sont plus hétéroclites. Certaines sont influencées par la démographie, d'autres par la satisfaction de nouveaux besoins. La complexité croissante de certaines tâches a en outre conduit les collectivités locales à les confier au secteur privé (ordures ménagères par exemple).

- Coiffure, 524 emplois, + **101** (+ 24 %) ;
- ambulances, 291 emplois, + **184** (+ 172 %) ;
- blanchisserie - teinturerie, 184 emplois, + **61** (+ 50 %) ;
- pratique dentaire, 183 emplois, + **37** (+ 25,3 %) ;
- traitement des ordures ménagères, 115 emplois, + **108** (multiplication par 16) ;
- la location de logements (156 emplois) a vu l'apparition d'effectifs importants en 1992 puis en 1993, très probablement imputables à des changements de code d'activités consécutifs à la mise en place de la nouvelle nomenclature. Elle a cependant **gagné 26 postes** depuis.

Les **services financiers** ont subi depuis quelques années des restructurations, qui ne sont d'ailleurs pas achevées. Une seule branche est en progression constante et forte sur la période : assurances relevant du code de la mutualité, 164 emplois, + **137** (effectifs multipliés par 6 depuis 1985).

3.5.2 - Des branches fortes qui ne créent plus d'emplois

- Activités hospitalières, 1 242 emplois, + **179** (+ 16,8 %). La politique de maîtrise des coûts de la santé a entraîné des rapprochements de structures et une plus grande spécialisation des sites. En progression constante jusqu'en 1996, les effectifs ont quelque peu décliné au cours des trois dernières années.
- Traitement de données, 843 emplois, + **211** (+ 33,4 %). Comme pour toutes les activités nouvelles, on observe certains tâtonnements. Après un maximum de 1 060 en 1991, le nombre des emplois a reculé jusqu'en 1997 ; un sursaut est à noter en 1998.
- Hôtels avec restaurant, 992 emplois, + **61** (+ 6,6 %). Longtemps considéré comme insuffisant, le parc hôtelier du département a connu une intense période d'implantations à la fin des années 80, notamment sous l'impulsion des chaînes. Cette concurrence et quelques saisons en demi-teinte ont conduit à la fermeture d'établissements traditionnels. Les effectifs sont en reflux régulier depuis 1992 (100 postes perdus).
- Conditionnement à façon, 291 emplois, + **228** (près de 5 fois plus). Il aurait probablement été classé dans le premier groupe si les effectifs ne se tassaient pas depuis 1995 (faiblement mais régulièrement), après une grande phase d'expansion.
- Banques, 602 emplois, - **299** (- 33,2 %).

L'évolution des métiers et la concentration du secteur au cours de la décennie écoulée ont lourdement pesé sur les emplois. Les pertes les plus importantes ont été enregistrées entre 1985 et 1991. Les effectifs ont décliné plus légèrement jusqu'en 1994 puis se sont stabilisés. Il convient de préciser que la Caisse Régionale de Crédit Agricole, affiliée à la MSA, n'est pas comptabilisée ici.

¹⁸ Comprend les activités non classées à la rubrique gestion d'installations sportives

3.5.3 - Bon nombre d'activités de services sans évolution marquée

- Activités juridiques, 439 emplois + **65** (+ 17,4 %). On observe une grande stabilité depuis 1989, après une phase initiale de croissance.
- Activités comptables, 409 emplois, + **53** (+ 14,9 %). On distingue deux phases très marquées : croissance jusqu'en 1992, décroissance légère mais régulière depuis.
- Administration d'entreprises, 202 emplois, + **33** (+ 19,5 %). Les effectifs sont quasiment stables depuis 1992.
- Administration d'immeubles résidentiels, 228 emplois, + **33** (+ 16,9 %). Des variations très sensibles ont affecté cette branche, dont le nombre d'emplois est globalement en recul depuis 1992.
- Agences immobilières, 135 emplois, + **39** (+ 40,6 %). Malgré des variations sensibles, l'impression dominante est à la stabilité après une phase initiale de progression.
- Activités d'architecture, 108 emplois, - **6** (- 5,3 %). Quasi stabilité sur l'ensemble de la période.
- Pratique médicale, 349 emplois, + **30** (+ 9,4 %). D'abord en progression jusqu'en 1991, les effectifs se sont sensiblement réduits jusqu'en 1996 (plus d'une centaine de postes), pour repartir à la hausse sur les deux dernières années.
- Laboratoires d'analyses médicales, 49 emplois, + **11** (+ 8 %). Si l'on excepte l'année 1991, les évolutions sont très limitées.
- Auxiliaires d'assurances, 192 emplois, + **22** (+ 12,9 %). Grande stabilité depuis 1988.
- Caisses d'épargne, 191 emplois, + **89** (+ 87,3 %). Les mouvements ont été d'assez grande ampleur entre 1988 et 1993, mais le nombre de salariés est stable depuis 1995, à un niveau équivalent de celui de 1989.

- Messagerie - fret express, 189 emplois, - **12** (- 6 %). Hormis une période entre 1989 et 1993, les effectifs de la branche évoluent dans une fourchette étroite.

3.5.4 - Quelques branches en régression

Peu d'activités des services sont évidemment concernées par des réductions d'effectifs.

- Assurance dommages, 143 emplois, - **113** (- 44 %) ; les suppressions de postes sont consécutives à la restructuration d'une société importante du Loir-et-Cher.
- Caisses de retraite, 0 emploi, - **232** ; départ de la CIRCO.
- Promotion immobilière de logements, 3 emplois, - **105** (- 97 %).

3.6 - Quelques activités non classées

Parmi les branches dont l'évolution entre 1985 et 1998 n'a pu être déterminée pour les raisons précédemment invoquées, certaines méritent d'être signalées pour leur poids dans l'économie du Loir-et-Cher ou les perspectives de développement que les toutes dernières années laissent transparaître.

- Fabrication d'équipements d'aide à la navigation, **508** emplois. Depuis 1995, les effectifs sont en progression.
- Fabrication d'articles divers en matières plastiques, **271** emplois ; plutôt en phase ascendante.
- Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs, **152** emplois ; stabilité sur les trois dernières années.

19 Source Assedic Région Centre.

- Fabrication de composants électroniques actifs, **100** emplois ; en croissance depuis 1993.
- Services annexes à la production, **252** emplois ; stabilité sur les trois dernières années.
- Conseil pour les affaires et la gestion, **112** emplois ; après une quasi disparition en 1992, cette activité a créé une centaine de postes.

4. Synthèse : une approche prospective

Au-delà des constats qui viennent d'être présentés, il paraît légitime de s'interroger sur les conséquences des tendances mises en évidence pour le tissu économique de notre département dans un avenir proche.

Il convient auparavant de souligner qu'au cours des trois premiers trimestres de l'année 1999, environ 3 000 emplois salariés ont été créés en Loir-et-Cher par le secteur privé¹⁹. Ces données ne sont comparables qu'avec les résultats enregistrés lors de la grande période d'expansion des années soixante. Tous les secteurs seraient concernés, l'industrie elle-même présentant un solde positif pour la première fois depuis longtemps. Ce brusque changement de rythme dans la création d'emplois ne pourra manquer de modifier ultérieurement les enseignements issus de l'analyse prospective que nous nous proposons d'effectuer.

Celle-ci repose sur une comparaison des rythmes d'évolution en moyenne annuelle du nombre d'emplois par branche selon la nomenclature en 31 postes entre d'une part la période de référence 1985-1998 et les quatre dernières années d'autre part. L'objectif est de faire ressortir la constance, ou inversement les discordances d'évolution. Le

graphique suivant permet ainsi de dresser une typologie en fonction des différentes trajectoires mises en évidence. Il est découpé en six secteurs par l'axe des abscisses (94-98), celui des ordonnées (85-98) et la diagonale qui représente une progression annuelle moyenne identique.

- Le premier secteur comprend les activités les plus dynamiques ; le nombre d'emplois s'y est accru encore plus vite depuis 1994 que sur l'ensemble des treize années. Seul le tertiaire est représenté avec deux activités des services (dont transports et communications) et le commerce²⁰. Les moyennes générales de la France et du Centre font partie de ce cadran, mais tout près de la diagonale.

- Les activités présentes dans le deuxième secteur ont une évolution favorable, mais leur développement s'est quelque peu ralenti au cours des dernières années. Pour quatre d'entre elles (santé et action sociale, immobilier, location et services aux entreprises, hôtels et restaurants, fabrication de matériels de transport), ce ralentissement n'est pas inquiétant dans la mesure où la croissance moyenne était particulièrement soutenue. Le résultat global du département apparaît dans ce secteur, à proximité de la diagonale.

- Le troisième secteur comprend les branches qui ont subi récemment une inversion de tendance. L'emploi est en augmentation globale entre 1985 et 1998, mais a diminué depuis 1994. Trois activités, uniquement industrielles, sont concernées, dont l'industrie chimique (qui englobe la pharmacie et les cosmétiques).

Cet essoufflement peut révéler des restructurations en cours, la faiblesse du renouvellement ou une trop grande dépendance aux centres de décision extérieure ainsi qu'aux aléas conjoncturels.

20 A ce niveau de regroupement il s'agit de l'ensemble des activités commerciales, de réparation automobile et d'articles domestiques.

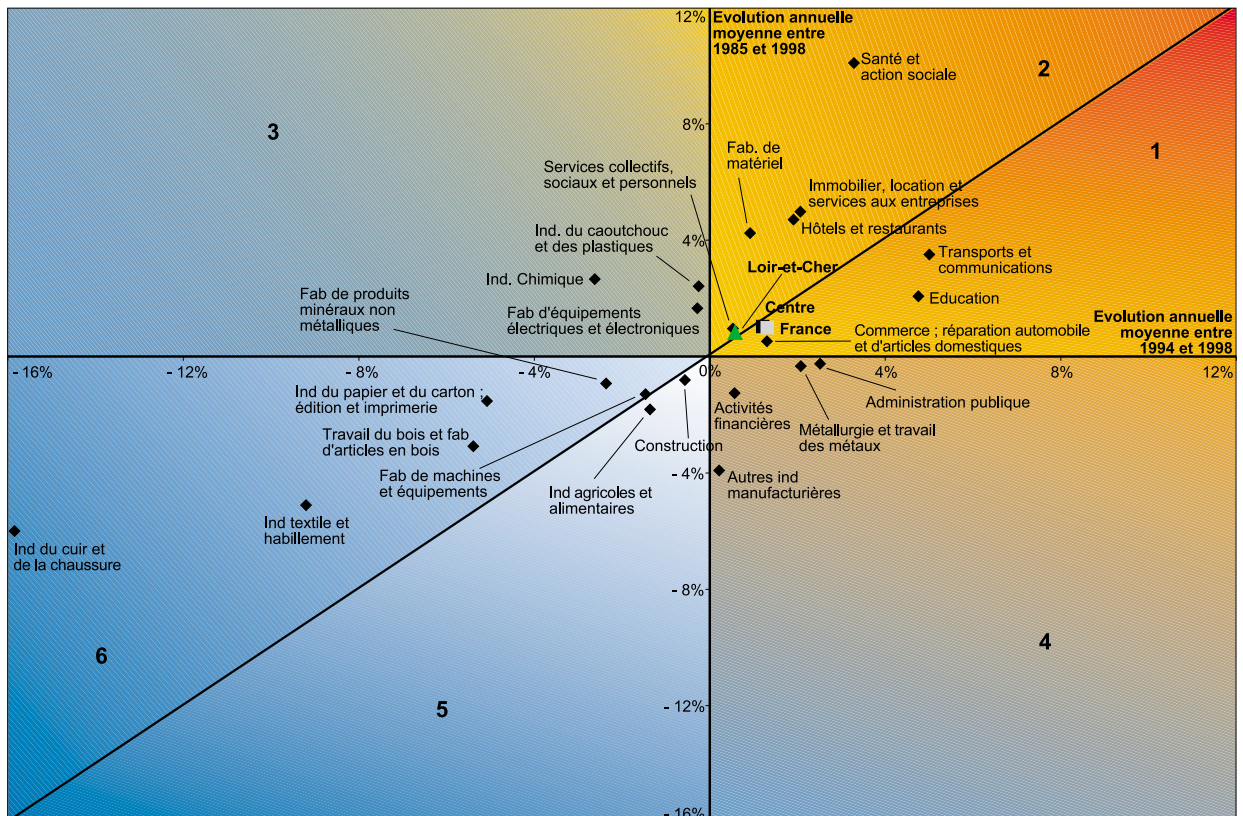
- Le quatrième secteur est à l'inverse celui du redressement : les destructions d'emplois l'emportent sur les treize années, mais un redressement s'est opéré durant la période récente. Cette réactivité à la reprise économique prouve le dynamisme de ces branches, en particulier la métallurgie et le travail des métaux. Il est à craindre en revanche que la fermeture d'EPEDA ne vienne à nouveau faire basculer les " autres industries manufacturières " dont le renouveau récent est très fragile.
- Les deux derniers secteurs comprennent évidemment les activités pour lesquelles la situation est la plus préoccupante, l'emploi y étant en recul au cours des deux périodes. Elle l'est tout particulièrement dans le sixième, où le rythme annuel moyen des destructions d'emplois s'est accéléré depuis 1994 et où ne figurent que des branches

industrielles, dont certaines paraissent vouées à la disparition ou à la marginalisation (cuir-chaussure, textile et habillement).

L'imprimerie, qui a connu des restructurations importantes dans des établissements de grande taille, semble désormais avoir passé le plus mauvais cap et peut compter sur le dynamisme de ses PME pour rebondir.

Dans le cinquième secteur, le rythme de destruction d'emplois s'est au contraire amoindri. La construction, au vu des dernières tendances observées, est aujourd'hui dans une phase de reprise ; l'évolution future des industries agricoles et alimentaires est plus incertaine, compte tenu à la fois des problèmes généraux de cette branche d'activités (crises successives de la dioxine, de la listériose) et de ses caractéristiques en Loir-et-Cher où le renouvellement semble insuffisant.

Evolution croisée de l'emploi salarié sur courte et longue période selon les branches d'activités



Conclusion : vitalité de l'industrie, bonnes perspectives pour les services

L'économie du Loir-et-Cher repose en grande partie sur l'industrie. L'évolution générale des effectifs du secteur pourrait légitimement faire craindre des difficultés à plus ou moins long terme pour l'économie départementale.

Cependant, sur 21 branches industrielles (nomenclature en 60 rubriques), on observe que seulement quatre d'entre elles présentent une évolution contraire à celle constatée dans l'ensemble du pays entre 1985 et 1998, c'est-à-dire augmentation en Loir-et-Cher et diminution en France. L'écart le plus important en volume concerne la construction de véhicules automobiles.

Même si des interrogations sérieuses persistent sur la taille de Matra après l'Espace, il n'en demeure pas moins que l'automobile, l'un des fleurons de l'industrie française, a effectué sa révolution et dispose aujourd'hui d'une réelle compétitivité tout en ayant su conserver sa créativité. L'ouverture de nouveaux marchés et la reprise mondiale offrent des perspectives de développement intéressantes pour les prochaines années.

Pour la première, il faut noter que dans le département les emplois sont concentrés essentiellement dans la pharmacie et les cosmétiques ; si l'on ne considère que ces deux activités, leurs effectifs se sont accrus au niveau national.

L'industrie du Loir-et-Cher repose donc sur des branches plutôt bien armées pour affronter la concurrence internationale.

Le grand nombre des établissements de toute taille ayant obtenu leur certification en atteste. Les activités obsolètes ont disparu.

Les autres branches où les effectifs ont augmenté en Loir-et-Cher et baissé en France sont l'industrie chimique, la fabrication de machines et appareils électriques, l'industrie du papier et du carton.

En outre, si les productions de masse standardisées ne sont plus réalisées dans le pays, les petites séries, délaissées par les grands groupes, font le bonheur des petites structures. Le développement de besoins de plus en plus spécifiques (marchés de " niches ") est de nature à conforter quelques-uns des secteurs les plus en vue de notre département.

Preuve s'il en était de la vitalité actuelle de l'industrie, les trois premiers trimestres de 1999 montrent, selon les résultats provisoires des Assedic, une reprise de la création nette d'emplois en Loir-et-Cher et l'on parle de plus en plus de pénurie de main d'œuvre.

Les restructurations drastiques des années 80 et 90 sont achevées et le phénomène d'externalisation dont il a été fait mention précédemment va également trouver ses limites assez rapidement.

Rappelons également que l'intérim masque une partie non négligeable des emplois industriels, en particulier dans l'automobile et les industries mécaniques.

La croissance vive et pour l'instant durable incite les dirigeants d'entreprise à rehausser le niveau du " noyau dur " de leurs effectifs par la transformation des contrats d'intérim ou des CDD en contrats à durée indéterminée. La nécessité de fidéliser le personnel face aux difficultés de recrutement influe aussi sur cette inflexion de la gestion des ressources humaines.

Dans le domaine des services, certains atouts du département devraient se révéler payants : de l'espace pour les activités logistiques sur des grands axes

de communication à proximité de Paris, mais aussi pour les loisirs ; le développement des centres d'appels devrait se poursuivre grâce à une forte mobilisation des décideurs locaux. Il faut souligner enfin le marché très important qui s'ouvre en matière d'accueil et de soutien aux personnes âgées. La côte d'azur, pionnière en la matière commence à être saturée et le cadre de vie du Val de Loire offre une alternative intéressante pour la création de structures nouvelles.

DEUXIEME PARTIE

LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

IV. LA CONCENTRATION DES EMPLOIS

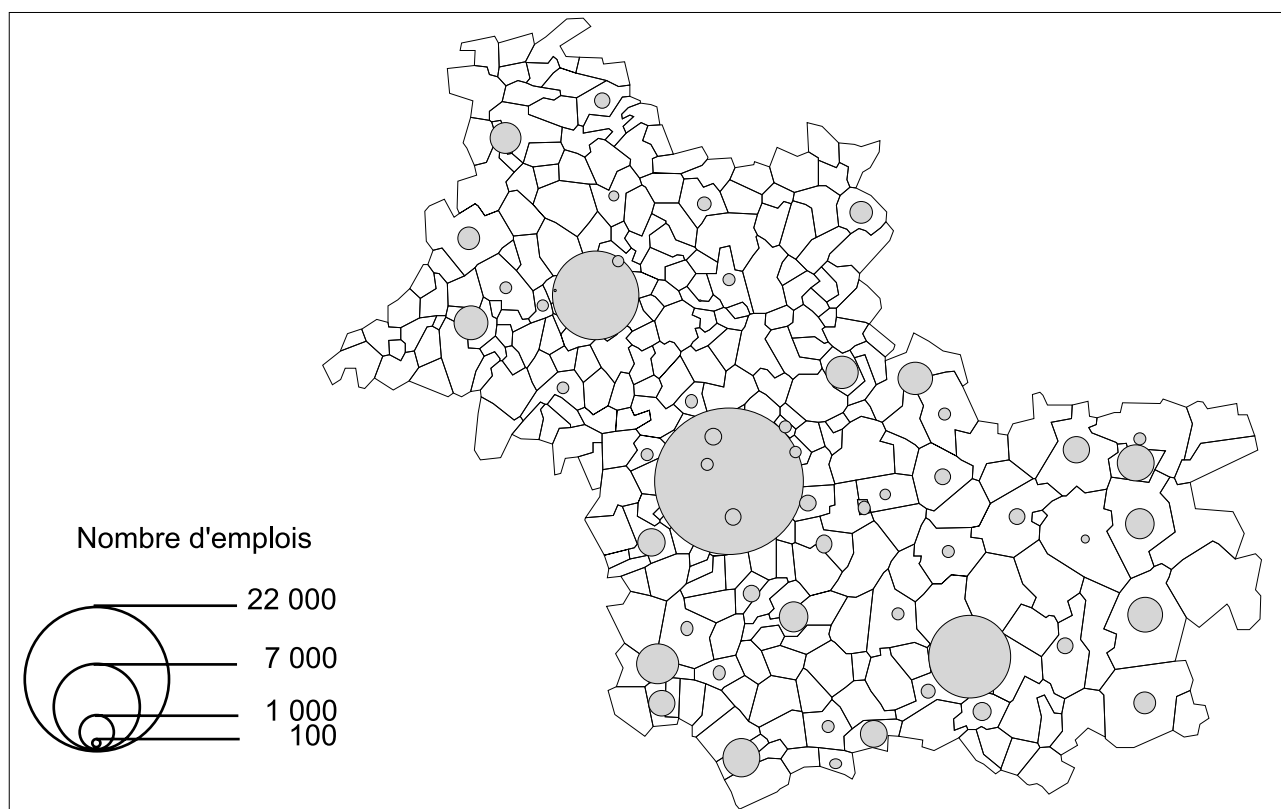
A l'intérieur du département, les activités ne sont pas uniformément réparties. Spatialement, en premier lieu. Une concentration forte apparaît sur l'agglomération de Blois (au sens large) et dans une moindre mesure, sur celles de Vendôme et de Romorantin-Lanthenay²¹.

La partie du département située au sud de la Loire apparaît nettement mieux armée pour fixer la population sur place, avec des pôles nombreux et bien répartis, alors qu'au nord, on en compte beaucoup moins et souvent de plus petite taille.

L'évolution entre 1985 et 1998 a renforcé ce clivage, l'emploi ayant progressé à un rythme égal ou supérieur à la moyenne départementale dans la partie méridionale tandis qu'il stagnait, voire décroissait dans l'espace septentrional.

Les disparités sont également sectorielles. Certaines activités, comme le commerce et les services, sont dépendantes des concentrations de population, tandis que l'industrie peut plus facilement s'en affranchir. D'autres facteurs, comme la présence de résidences secondaires ou d'un riche patrimoine

Localisation des pôles de plus de 100 emplois salariés en 1998



D'après source : UNEDIC

21 Les emplois ont été globalisés pour toutes les unités urbaines au sens de l'INSEE, comme Saint-Aignan/Noyers, Montrichard, Mondoubleau/Cormenon...

architectural peuvent influencer sur l'implantation des entreprises du bâtiment.

Chaque territoire présente ainsi des spécificités, renforcées ou atténuées par les évolutions intervenues entre 1985 et 1998.

Elles vont être examinées au niveau des Pays, les cantons n'apparaissant pas comme un territoire pertinent dans ce cas en raison du petit nombre d'effectifs de certains d'entre eux.

Unités urbaines et communes comptant plus de 100 emplois salariés du secteur privé en 1998

Commune ou unité urbaine	Nombre total d'emplois salariés	Commune ou unité urbaine	Nombre total d'emplois salariés
Unité urbaine de Blois	29 974	Chaumont-sur-Tharonne	672
Dont Blois	21 529	Theillay	534
La Chaussée st Victor	3 259	Savigny-sur-Braye	530
Vineuil	2 938	Ouzouer-le-Marché	523
Villebarou	1 448	Villefranche-sur-Cher	369
Saint-Gervais-la-Forêt	600	Neung-sur-Beuvron	314
Huisseau-sur-Cosson	200	Cour-Cherverny	308
Unité urbaine de Vendôme	7 737	Chailles	286
Dont Vendôme	6 116	Mont-Près-Chambord	297
Saint-Ouen	1 418	Fossé	263
Naveil	203	Dhuizon	269
Romorantin-Lanthenay	6 697	Fougères-sur-Bièvre	264
Unité Urbaine de Montrichard	1 698	Selles-saint-Denis	260
Dont Montrichard	1 149	Droué	253
Chissay-en-Touraine	232	Pontlevoy	221
Saint-Georges-sur-Cher	161	Vouzon	211
Bourré	156	La Ferté-saint-Cyr	210
Salbris	1 536	Bracieux	204
Unité urbaine de Saint-Aignan	1 499	Monthou-sur-Cher	199
Dont Saint-Aignan	764	Morée	199
Noyers-sur-Cher	612	Pruniers-en-Sologne	195
Lamotte-Beuvron	1 318	Herbault	191
Montoire-sur-le-Loir	1 224	La Chapelle Vendômoise	185
Mer	1 026	Oucques	181
Saint-Laurent-Nouan	1 000*	Thoré la Rochette	179
Unité urbaine de Mondoubleau	913	Châtillon-sur-Cher	147
Dont Cormenon	556	La Ville-aux-Clercs	134
Mondoubleau	357	Mur-de-Sologne	132
Selles-sur-Cher	911	Neuvy	129
Contres	907	Saint-Firmin des Prés	127
Nouan le Fuzelier	843	Ménars	124
Unité urbaine de Faverolles-sur-Cher	679	Vernou en Sologne	124
Dont Saint Julien de Chédon	446	Lunay	121
Faverolles-sur-Cher	171	Meusnes	120
Unité urbaine d'Onzain	673	Saint-Sulpice	112
Dont Onzain	355	Saint-Claude-de-Diray	111
Chouzy-sur-Cisse	188	Saint-Amand-Longpré	111
Chaumont-sur-Loire	130	Saint-Viâtre	103

D'après source : UNEDIC

* estimation comprenant les effectifs de la centrale.

V. LES SPÉCIFICITÉS PAR PAYS

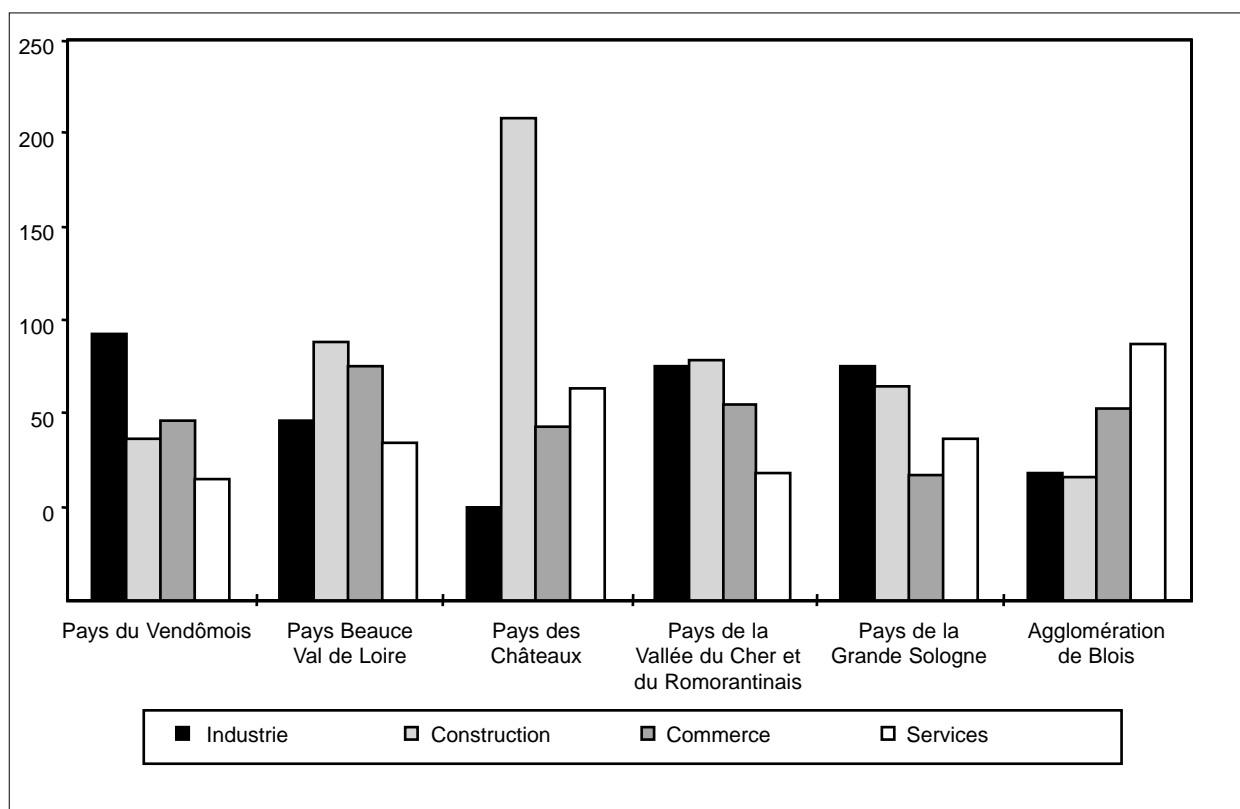
A l'image de ce qui a été pratiqué dans la première partie, les spécificités sont calculées en faisant le rapport entre la part du secteur d'activités dans le pays et celle dans l'ensemble du département.

Le plus fort indice de spécificité est observé pour la construction dans le **Pays des Châteaux** (indice 258) ; c'est le seul où l'emploi du secteur se soit accru entre 1985 et 1998. L'industrie est inversement peu présente (indice 50) ; le poids

de celle-ci s'est d'ailleurs affaibli durant notre période de référence, comme celui du commerce, au bénéfice des services. Les emplois de ces derniers ont augmenté de 50 % ; au total, le pays réalise une bonne performance avec une croissance de 13,8 %.

Le Pays du Vendômois est marqué au contraire par la prééminence de l'industrie (indice 143), malgré son recul (- 10 %), tandis que le poids des services est faible par rapport à la moyenne départementale (indice 65).

Indice de spécificité par Pays en Loir-et-Cher en 1998



D'après source : UNEDIC

22 Il convient de souligner que les effectifs du Centre de Production Nucléaire de Saint Laurent Nouan n'entrent pas dans le champ de l'UNEDIC

23 Les tableaux détaillés figurent en annexe.

Les emplois du secteur ont pourtant augmenté de 51 %, mais à partir d'un effectif réduit. L'accroissement global n'est que de 2,2 %.

Dans les deux pays du sud du Loir-et-Cher, le secteur manufacturier tient également une place de choix, mais si les effectifs industriels ont augmenté dans le **Pays de la Vallée du Cher et du Romorantinois**, ils se sont quelque peu contractés en **Grande Sologne**. Le poids de la construction est également élevé. Les deux Pays se différencient sur le plan des services, plus présents dans le second (indice 86), où la hausse atteint plus de 94 % que dans le premier (indice 68). Cette différence entraîne l'écart constaté pour l'évolution globale de l'emploi, qui atteint + 16 % pour le Pays de la Grande Sologne (meilleur résultat) contre + 10,7 % pour celui de la Vallée du Cher.

Le **Pays Beauce - Val de Loire** présente une spécialisation dans la construction (indice 138), en dépit d'une diminution importante, ainsi que dans le commerce

(indice 126). Le fort repli des emplois industriels a été tout juste compensé par l'augmentation dans les services. Au total, c'est le **seul Pays qui enregistre une baisse de l'emploi salarié depuis 1985 (- 5,1 %)**.

Pour compléter cette approche géographique, la comparaison avec **l'agglomération de Blois** s'avère précieuse ; le poids des services y apparaît en effet prépondérant (indice 137), alors que celui de l'industrie ou de la construction est faible. Cette dynamique se traduit d'ailleurs par **un fort accroissement de l'emploi (+ 17 %)**. Le Loir-et-Cher reproduit à son échelle le phénomène de " **spatialisation** " qui marque le territoire français et qui repose en très grande partie sur le mode de consommation d'espace des différents secteurs d'activités : l'industrie et la logistique vont chercher hors des centres urbains des conditions d'implantation plus favorables (emprise au sol importante, accessibilité aux grands axes de communication), laissant le champ libre au sein des villes aux services et aux centres de décision.

VI. L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES CANTONS

L'évolution de l'emploi résulte en fait de la combinaison de multiples facteurs qui interviennent selon un dosage subtil et différent dans chaque cas. La vitalité démographique, la densité de la population sont des atouts pour le développement des activités, notamment dans les services. Mais les cantons du nord du département démontrent que le dynamisme économique n'en dépend pas entièrement. Dans le domaine de l'industrie coexistent des branches en expansion et d'autres en déclin ; leur répartition au sein du territoire loir-et-chérien apparaît déterminante pour expliquer une grande partie des évolutions constatées au cours de ces 15 dernières années.

Ce chapitre s'attache à montrer l'impact des dynamiques sectorielles sur les dynamiques territoriales à travers l'évolution de l'emploi par canton entre 1985 et 1998.

1. De grandes disparités

Les écarts d'évolution de l'emploi salarié sont considérables entre les cantons. Ils s'étagent entre - 36 % et + 150 %, selon des strates bien marquées. Celles-ci permettent de faire ressortir des espaces relativement homogènes :

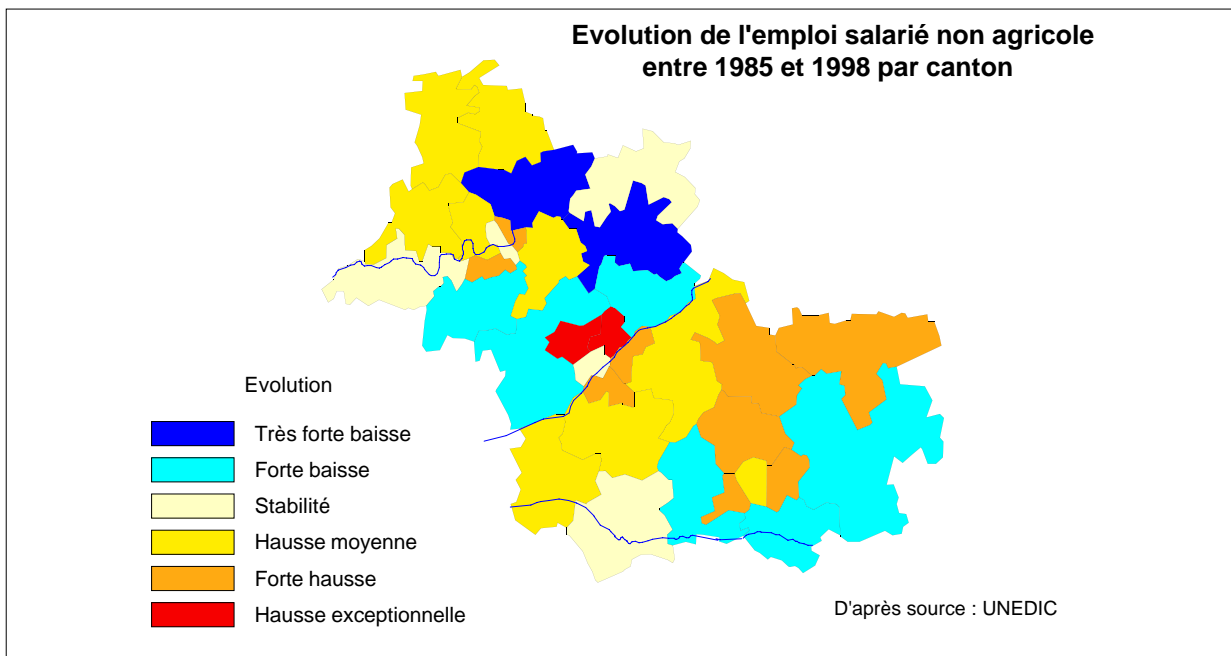
- les cantons de la rive gauche de la Loire sont plus favorisés que ceux de la rive droite.

La Beauce apparaît ainsi en situation plutôt défavorable ;

- l'extrême nord du Loir-et-Cher fait preuve d'un certain dynamisme ;
- une grande partie de la Sologne est en

évolution très positive, tandis que les cantons de Salbris, Mennetou et Selles ont perdu bon nombre d'emplois ;

- les cantons de Blois nord profitent à plein du desserrement de la ville centre.



2. L'impact des mutations sectorielles

L'interaction entre les secteurs d'activités et les territoires peut s'analyser de différentes manières. Nous en avons retenu deux : la première met en évidence l'évolution des quatre grands secteurs d'activités dans chacun des cantons²⁴ ; la seconde effectue une comparaison par canton de la part respective des emplois des branches les plus en déclin et des branches les plus dynamiques dans l'emploi total.

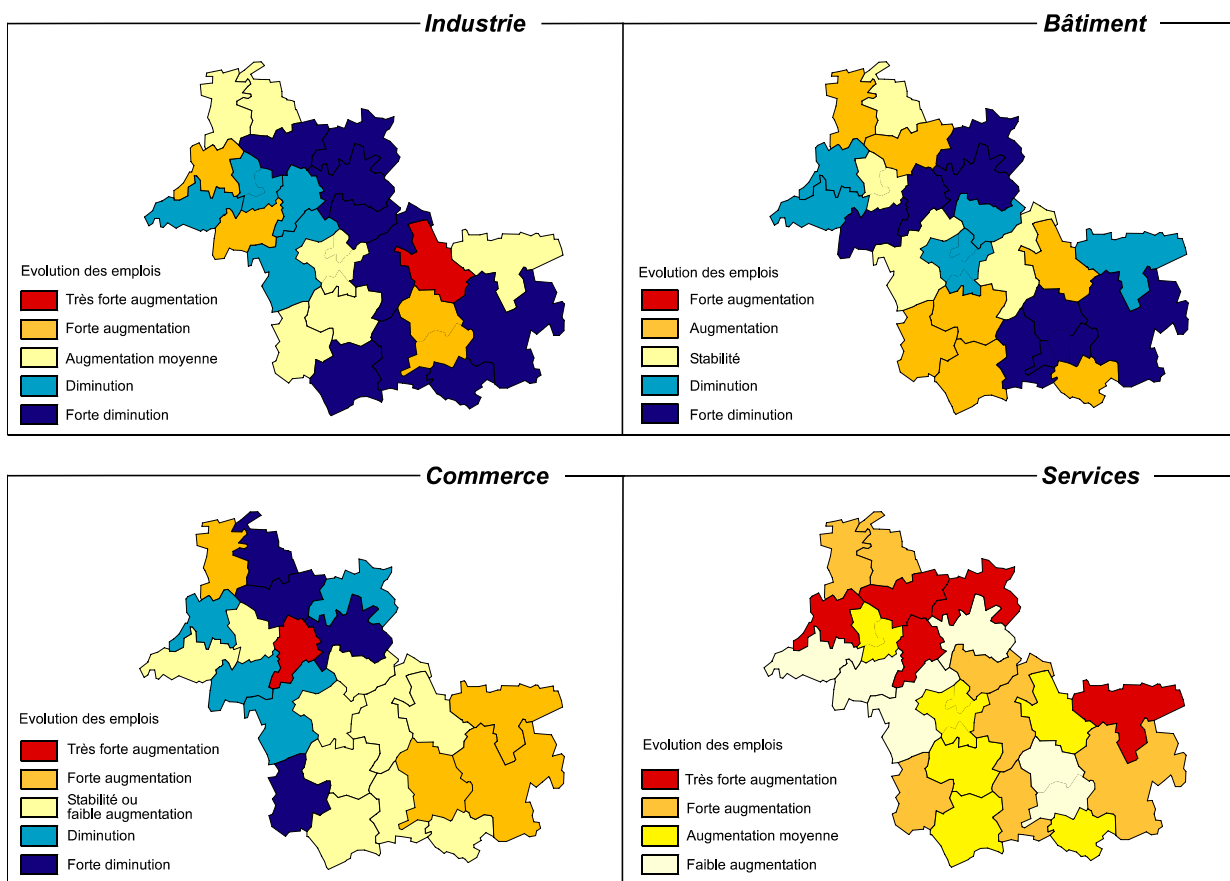
Les emplois de services ont augmenté partout. Cependant, les écarts d'évolution sont importants, surtout en valeur absolue. Les territoires ruraux ne sont pas nécessairement les moins bien dotés en la matière, en raison de la grande diversité de ce secteur d'activités, mais l'on observe un moindre dynamisme dans la frange ouest du Loir-et-Cher.

Les emplois industriels ont chuté, parfois sévèrement, dans la majorité des cantons.

Dans les centres urbains et les espaces démographiquement dynamiques, les pertes ont été compensées par la montée en puissance des services. Ce n'est pas le cas dans les territoires ruraux où le recul de l'industrie se traduit par une diminution globale de l'emploi, surtout lorsque la construction est elle aussi défailante. En outre, les cantons périphériques de Blois et Vendôme ont accueilli de nombreux établissements industriels, bénéficiant à la fois de délocalisations internes à l'agglomération et de l'implantation d'entreprises extérieures attirées par les infrastructures mises en place (parcs d'activités, voies de communication...).

²⁴ Le détail des évolutions par canton figure en annexe. Dans cette analyse, il a semblé pertinent pour les trois chefs-lieux d'arrondissement de raisonner en terme de pôle, en regroupant tous les cantons (pour Blois, celui de Vineuil a été également globalisé). La répartition des activités se fait en effet selon une logique qui ne correspond pas au découpage administratif.

Evolution de l'emploi entre 1985 et 1998 par canton pour chaque grand secteur



D'après source : UNEDIC

34

Les évolutions sont plus nuancées dans la construction. Il y a exactement autant de cantons pour lesquels les emplois salariés ont été en progression que de ceux où ils ont diminué. La Beauce et la majeure partie de la Sologne apparaissent les plus touchées par le mouvement de repli. On observe également un transfert des emplois de ce secteur entre les trois chefs-lieux d'arrondissement et les communes voisines.

Les mutations générales du commerce décrites dans la première partie impriment leur empreinte sur le territoire départemental. Les cantons périphériques des trois principales agglomérations sont de loin les plus favorisés en terme de création d'emplois. Certains cantons assez densément peuplés (Sologne par exemple) sont également en phase de développement commercial. En revanche, là où la population est faible, le tissu commercial se contracte, ce qui est notamment le cas dans le nord du Loir-et-Cher.

L'impact des branches les plus en déclin et les plus dynamiques

L'analyse des secteurs d'activités dans la première partie a mis en évidence les grandes divergences d'évolution selon les branches. Pour compléter les informations précédentes, il a semblé pertinent d'en apprécier l'impact sur les territoires sous un angle original, celui des branches les plus en déclin et des branches les plus dynamiques²⁵. Leurs emplois ont été sommés et rapportés au total des emplois afin d'en mesurer le poids relatif.

Les deux indicateurs portés dans les cartes suivantes apportent des enseignements séparément mais doivent surtout être analysés cumulativement.

²⁵ L'analyse a été effectuée sur la base de la nomenclature en 222 postes, une étude à un niveau plus fin pouvant s'avérer difficile dans certains cantons en raison d'un émiettement des effectifs. Dans ce cas, la sélection a été opérée à partir de leur évolution au plan départemental sans tenir compte de leur secteur d'appartenance, de la façon suivante : les emplois créés ou détruits ont été totalisés et l'on a retenu les branches comprenant ensemble 70% de ces emplois. Le hasard fait qu'il y en a 16 de chaque sorte.

En effet, des cas particuliers peuvent survenir dans les deux sens, entreprises performantes dans une branche en déclin ou inversement en mauvaise position dans une branche en essor.

Ces cartes montrent en premier lieu que l'on ne peut véritablement distinguer de vastes ensembles à l'intérieur du Loir-et-Cher suivant l'un ou l'autre critère, mais tout au plus quelques sous-ensembles (partie ouest par exemple).

Elles permettent ensuite de réaliser une certaine typologie. Apparaissent ainsi des cantons " fragiles ", où la part des emplois émanant de branches en déclin est assez élevée tandis qu'elle est faible dans les branches dynamiques. Six cantons sont dans ce cas, dont certains sont assez densément peuplés comme Saint-Aignan ou Mer.

On ne peut cependant en déduire un appauvrissement inéluctable du tissu économique dans la mesure où des entreprises peuvent localement bien résister dans un contexte général défavorable ; d'autres appartiennent à des secteurs qui ne sont ni en forte croissance, ni en déclin prononcé. Cette simultanéité constitue en tous les cas un signal d'alerte.

A l'opposé, cinq cantons (ou pôles) bénéficient d'une proportion relativement forte d'emplois dans des activités en essor, et limitée dans celles qui régressent.

Ils sont plutôt situés au sud de la Loire, à l'exception d'Ouzouer-le-Marché. Les pôles d'emplois de Blois et de Romorantin en font partie, mais il convient de souligner le cas de Lamotte-Beuvron, seul canton à être excellemment placé dans les deux critères, ainsi que celui de Salbris qui apparaît assez bien positionné.

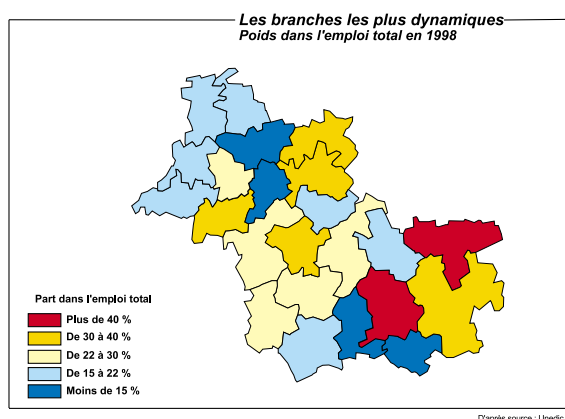
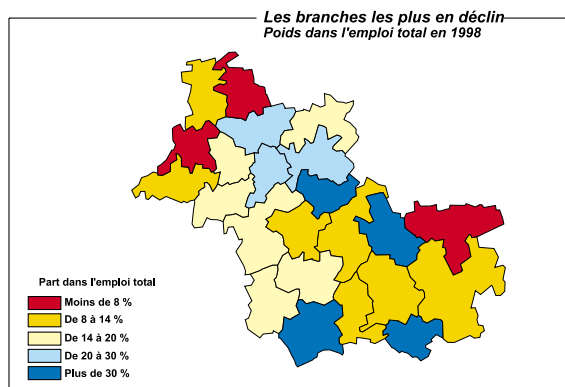
Entre ces deux positions extrêmes, on peut rencontrer différents types de situation ; celle de Droué et Savigny apparaît la plus contrastée avec une faible proportion d'emplois à la fois dans les branches en déclin et dans les plus dynamiques.

Dans une moindre mesure, Montoire-sur-le-Loir et Marchenoir sont dans un cas similaire.

Le pôle de Vendôme et Saint-Amand-Longpré, dont la part d'emplois appartenant aux branches en forte croissance est relativement élevée, bénéficient de perspectives plus encourageantes que Selommes, Mennetou-sur-Cher et Selles-sur-Cher où cette proportion est très faible.

Part des emplois relevant des branches les plus en déclin et les plus dynamiques par canton

Part des emplois relevant des branches les plus en déclin et les plus dynamiques par canton



D'après source : UNEDIC

3. Mise en perspective des dynamiques de territoires

L'évolution des branches d'activités décrite dans la première partie de l'étude n'apparaît pas linéaire entre 1985 et 1998. Conjugée à la dynamique propre des territoires, elle conduit à des trajectoires fragmentées.

Une tentative d'analyse prospective a donc été menée, sur le même principe que celle exposée précédemment pour les activités, en comparant l'évolution annuelle moyenne du nombre d'emplois total par canton sur l'ensemble de la période d'une part et sur les quatre dernières années d'autre part.

Le graphique suivant permet ainsi de dresser une typologie en fonction des trajectoires mises en évidence. Il est découpé en six secteurs par l'axe des abscisses (94-98), celui des ordonnées (85-98) et la diagonale qui représente une progression annuelle moyenne constante.

Dans les deux premiers secteurs figurent les cantons (ou pôles) où l'emploi a progressé au cours des deux périodes. Dans le premier, le rythme de croissance s'est accéléré depuis 1994 (c'est le cas pour le Centre et la France), alors qu'il s'est ralenti dans le deuxième (le Loir-et-Cher en fait partie).

Rappelons que 1998 a vu une stagnation dans le département, contrairement à la hausse observée au niveau national ou régional, mais les résultats attendus pour 1999 sont nettement meilleurs.

Le troisième secteur comprend les cantons (ou pôles) qui ont subi récemment une inversion de tendance.

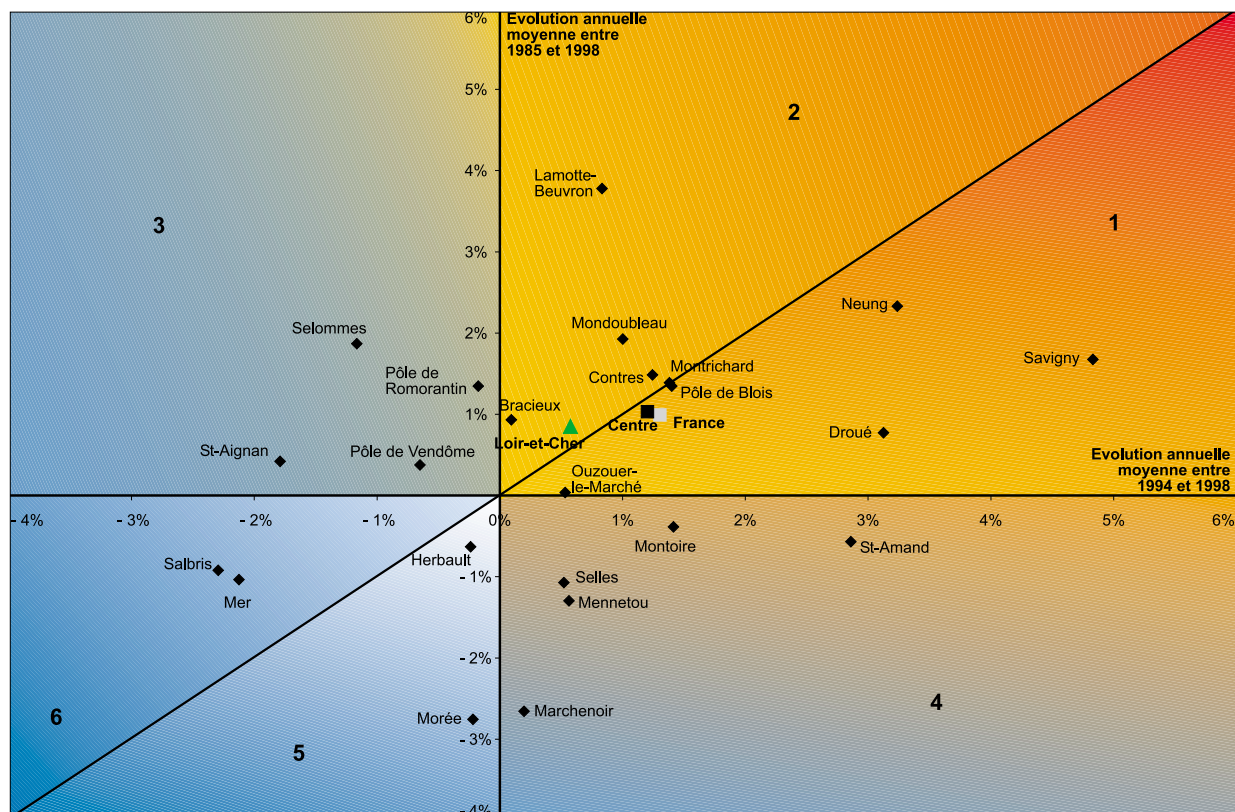
L'emploi est en augmentation globale entre 1985 et 1998, mais a diminué depuis 1994. Cet essoufflement peut révéler un vieillissement du tissu économique et un manque de renouvellement préjudiciable à terme ou une phase de transition.

Le quatrième secteur est à l'inverse celui du renouveau ; les destructions d'emplois l'emportent sur les treize années, mais un redressement s'est opéré durant la période récente.

Cette réactivité à la reprise économique générale tendrait à prouver que la restructuration du tissu économique des territoires concernés s'est opérée. Certaines activités traditionnelles ont disparu, laissant la place à de nouvelles branches dynamiques.

Les deux derniers secteurs comprennent évidemment les cantons dans lesquels la situation est la plus préoccupante, l'emploi y étant en recul au cours des deux périodes. Elle l'est cependant davantage dans le sixième, où le rythme annuel moyen des destructions d'emplois s'est accéléré depuis 1994, alors que dans le cinquième il s'est au contraire amoindri.

Evolution croisée de l'emploi salarié sur courte et longue période selon les territoires.



D'après source : UNEDIC

4. Synthèse de la dynamique des territoires

La combinaison des deux approches, poids des branches dynamiques et en déclin - rythmes d'évolution permet de positionner les territoires à la fois en structure et en perspective et d'établir une typologie.

- Des territoires de croissance

Lamotte-Beuvron connaît un rythme de création d'emplois très soutenu sur l'ensemble de la période, dopé notamment par la création de Center Parcs. Les bases de son économie sont saines et son potentiel d'attractivité n'a cessé de se renforcer ; les effectifs industriels se sont accrus de 15 % depuis 1985.

Les trois chefs-lieux du département s'appuient sur un tissu économique globalement renouvelé et peuvent être classés parmi les territoires de croissance.

Le pôle de Blois apparaît le plus dynamique ; son économie est fortement créatrice d'emplois et les perspectives de développement demeurent fortes, notamment dans le cadre de l'intercommunalité grâce à la programmation de nouvelles infrastructures d'accueil.

Pour celui de Romorantin-Lanthenay, où le rythme assez élevé sur l'ensemble de la période s'est récemment et temporairement ralenti, le défi de la diversification est posé dans la mesure où des incertitudes pèsent sur les prochains programmes de MATRA AUTOMOBILE. L'arrivée de l'A 85 devrait contribuer à le relever. Le pôle de Vendôme dispose également d'infrastructures de qualité, mais se trouve moins bien placé sur le plan des branches en essor, se traduisant par un essoufflement de l'emploi depuis 1994, dû en partie à la restructuration d'un grand établissement. Sa vitalité et son potentiel demeurent néanmoins intacts.

- *Les territoires globalement bien orientés, mais où la vigilance s'impose*

Sont regroupés ici des cantons où la situation apparaît favorable, mais pour lesquels l'un des critères retenus peut faire craindre la survenance de problèmes ultérieurs.

Neung-sur-Beuvron est typiquement dans ce cas ; situé dans le premier secteur du graphique d'évolution (forte croissance de l'emploi, accélération récente liée à une diversification du tissu économique), la structure des activités indique toutefois une forte présence des branches globalement en déclin et le poids encore faible des branches dynamiques. La construction y tient une place importante.

Contres et **Montrichard** sont dans une position médiane pour tous les critères. La création d'emplois apparaît relativement soutenue et régulière sur l'ensemble de la période. Bien que leur tissu économique soit de nature différente, leurs perspectives de développement apparaissent liées pour chacun d'eux au confortement des établissements existants mais surtout à leur capacité à accueillir de nouvelles entités, ce qui pourrait être facilité par l'ouverture de l'A 85. **Mondoubleau** connaît également une bonne progression de l'emploi, mais pourrait souffrir de la faible présence des branches dynamiques, alors que celles en déclin sont quasi-absentes.

Bracieux est mieux positionné que les trois précédents pour les branches, mais l'emploi stagne depuis 1994. Rappelons en outre que les effectifs de la centrale de Saint-Laurent ne sont pas pris en compte ici et qu'ils ont sensiblement diminué suite à la fermeture des deux tranches les plus anciennes. L'avenir est très étroitement lié au parti qui pourra

être tiré de l'extension vers le sud de la sphère d'influence blésoise.

Savigny-sur-Braye et **Droué** présentent des caractéristiques quasiment similaires. Les branches en déclin sont absentes, mais simultanément les plus dynamiques sont faiblement représentées. En revanche, les effectifs salariés y ont fortement augmenté en valeur relative, avec une accélération du rythme depuis 1994. Les industries agroalimentaires (filiale volaille) et la plasturgie sont les deux activités dominantes de ces cantons ; elles prennent une part importante dans la création d'emplois sur l'ensemble de la période.

- *Des territoires en voie de redressement*

Ouzouer-le-Marché bénéficie de la présence de branches dynamiques, de l'absence des activités en déclin et de l'accélération récente de la création d'emplois, notamment dans les activités de transport ; ce développement pourrait néanmoins se heurter à la faible densité d'activités et de population.

Montoire-sur-le-Loir et **Saint-Amand-Longpré** ont connu un redressement de la création d'emplois depuis 1994. Leur parcours est néanmoins différent. Pour le premier, il s'agit d'une mutation du tissu économique : la disparition d'activités traditionnelles fortement utilisatrices de main d'œuvre et l'émergence d'industries de pointe plus économes en la matière, ce qui explique en partie le poids encore faible des branches les plus dynamiques. Pour le second, il s'agit plutôt d'en construire un ; les critères de branches sont d'ailleurs excellents. Depuis 1994, à la création de quelques entreprises (Traven Technology par exemple) ou au développement d'unités existantes (Grolhier) s'est ajoutée une bonne progression du commerce et de la construction.

- Des territoires en situation délicate, mais où des possibilités de redressement transparaissent

Salbris est le canton où l'emploi s'est le plus réduit depuis 1994, en raison non seulement des restructurations des industries de l'armement, mais aussi des difficultés rencontrées dans la confection, les industries agroalimentaires ou le travail des métaux. Aujourd'hui, si l'on considère les critères de branches, la situation semble pratiquement assainie : part moyenne des activités déclinantes, poids relativement élevé des activités en croissance. Le dynamisme naturel de la région et son attractivité intacte, encore renforcée par le classement en zone prioritaire tant au niveau national (PAT - prime d'aménagement du territoire) qu'au niveau européen (Objectif 2), ainsi que son accessibilité aisée par l'A 71 laissent entrevoir des perspectives de rebond dans un avenir proche.

Ce sera sans doute plus difficile pour Selles-sur-Cher qui n'est pas encore parvenu au même stade dans le renouvellement du tissu économique. Les branches en déclin ont quasiment disparu, mais n'ont pas à ce jour été remplacées par des activités porteuses. Pourtant le retour à la croissance de l'emploi semble amorcé. Le classement en zone prioritaire (comme Salbris) et l'A 85 offrent des opportunités à moyen terme, mais surtout la recherche de synergies avec l'ensemble des pôles de la vallée du Cher, à commencer par Romorantin.

- Des territoires en perte de vitesse

Sur les quatre dernières années, l'emploi y est en régression. Pour Herbault, il y a même destruction nette de postes sur l'ensemble de la période, malgré une

position moyenne dans les critères relatifs aux branches.

Selommes a préservé une croissance globale entre 1985 et 1998, mais apparaît handicapé par une part très faible des activités dynamiques et un poids élevé de celles en déclin.

- Des territoires en grande difficulté

Manque de dynamisme économique, faible présence d'activités porteuses, lourd handicap de celles en perte de vitesse entraînant une diminution de l'emploi depuis 1994 et pour beaucoup, sur l'ensemble de la période : cinq cantons se trouvent ainsi dans une trajectoire d'appauvrissement : **Marchenoir, Mer, Mennetou-sur-Cher, Morée et Saint-Aignan.**

Mer et Saint-Aignan connaissent depuis quelques années un fort recul de l'emploi. Celui-ci est lié pour le premier à la réduction constante des effectifs d'EPEDA, mais également aux difficultés rencontrées par d'autres établissements et au recul récent de l'emploi dans le commerce de détail²⁶. Pour Saint-Aignan, c'est évidemment la disparition d'établissements assez importants de la confection qui pèse le plus (UFL, Jupes Boutique), à laquelle s'ajoute depuis 1994 une contraction des effectifs dans le commerce de gros et l'hôtellerie-restauration. Ces deux territoires paraissent néanmoins avoir des atouts pour infléchir les tendances adverses : densité de population, grands axes de communication, environnement attractif. Mennetou, pour lequel les niveaux d'emploi se sont désormais stabilisés après des pertes sévères, en particulier dans la confection,

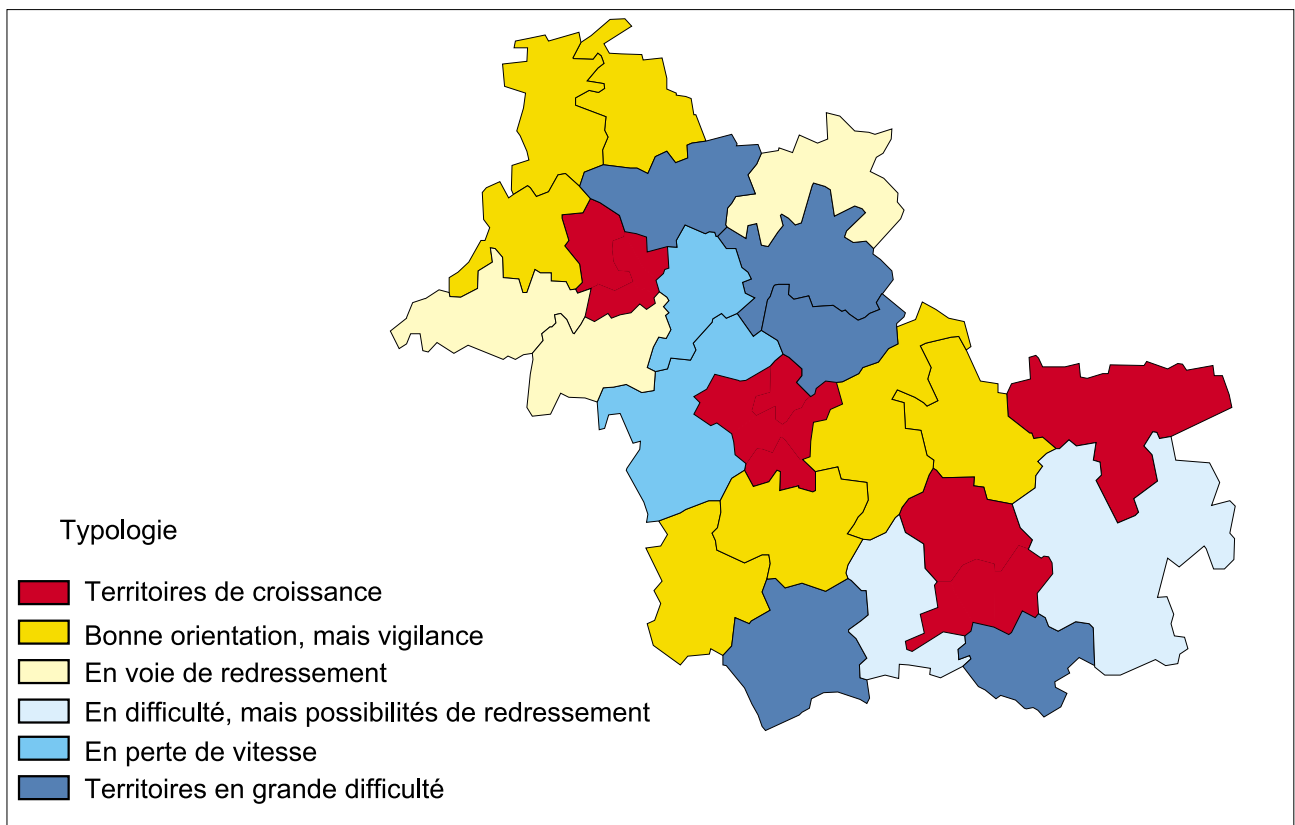
²⁶ Rappelons que les effectifs de la Centrale Titre du Crédit Agricole n'apparaissent pas ici, car relevant de la MSA.

le travail des métaux et la fabrication d'instruments médicaux (départ d'une entreprise) semble également assez bien armé, mais seulement pour la partie proche de Romorantin. Pour Marchenoir et Morée, l'implantation de nouveaux établissements en provenance de l'extérieur semble pour l'instant beaucoup plus aléatoire. La solidarité des territoires devrait s'exprimer totalement, dans le cadre des différents

niveaux d'intercommunalité (Pays, communautés de communes) qui se sont récemment mis en place.

Ce classement, qui synthétise d'une part la situation au regard de l'évolution de l'emploi sur courte et longue période et d'autre part le poids des branches en déclin et des activités les plus dynamiques est représenté dans la carte suivante.

Les dynamiques territoriales de l'emploi carte de synthèse



D'après source : UNEDIC